



# Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix

## ENTRE DÉSTABILISATION ET ENRACINEMENT LOCAL LES GROUPES DJIHADISTES DANS LE CONFLIT MALIEN DEPUIS 2015

*Aurélie Campana*

Un rapport du projet Stabiliser le Mali  
MARS 2018

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques  
Université du Québec à Montréal  
455, boul. René-Lévesque Est, Pavillon Hubert-Aquin  
4e étage, bureau A-4410  
Montréal (Québec) H2L 4Y2  
chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

© Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques | UQAM  
Tous droits de reproduction, de traduction ou d'adaptation réservés

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
ISBN : 978-2-922844-83-2  
Mars 2018

# Table des matières

<b>Avant-propos</b>	<b>iv</b>
<b>Remerciements</b>	<b>v</b>
<b>Résumé</b>	<b>vi</b>
<b>Introduction</b>	<b>8</b>
<b>Les dynamiques du conflit malien depuis 2015</b>	<b>9</b>
<b>De la difficulté pratique et théorique à qualifier le conflit</b>	<b>10</b>
La structuration du conflit	13
<i>Un conflit divisé en quatre phases</i>	13
<i>La superposition des clivages</i>	15
<b>Les groupes djihadistes : des acteurs centraux de la « politique armée » au Mali</b>	<b>17</b>
Un mouvement aux visages multiples et changeants	18
Le mouvement djihadiste malien entre résilience et regain de puissance	21
<i>La fluidité organisationnelle comme facteur de résilience</i>	22
<i>Entre violences et implantation locale</i>	23
<i>Les groupes djihadistes au centre du chaos malien</i>	24
<i>Les groupes djihadistes comme acteurs locaux des crises maliennes</i>	26
<b>En guise de conclusion : faut-il négocier avec certains chefs djihadistes ?</b>	<b>28</b>
<b>Références</b>	<b>29</b>
<b>À propos de l'auteure</b>	<b>40</b>
<b>À propos du Centre FrancoPaix</b>	<b>41</b>

# Avant-propos

Le rapport qui suit est une analyse de la résilience des groupes armés terroristes au Mali. Experte du terrorisme, la Professeure Aurélie Campana démontre d'abord comment les actions de ces groupes ne peuvent être comprises que dans leur insertion dans les enjeux et les luttes de pouvoir locales. Ils survivent grâce à une fluidité organisationnelle leur permettant de s'insérer dans les dynamiques conflictuelles, de se réorganiser et d'adapter leurs stratégies selon les besoins et les contextes.

Le Centre FrancoPaix a publié plusieurs rapports et analyses complémentaires qui couvrent différents aspects et différentes dimensions de la situation au Mali. Un rapport final sera publié au printemps 2018. Les pages suivantes font donc partie intégrante d'un effort de recherche collectif.

En effet, en septembre 2016, le Centre FrancoPaix a mis en œuvre un projet de recherche d'envergure sur le conflit malien et ses engagements internationaux. Intitulé « Stabiliser le Mali : les défis de la résolution des conflits », le projet vise à produire une analyse scientifique rigoureuse des dynamiques du conflit malien. Misant sur des analyses multidisciplinaires et multidimensionnelles de la situation et des possibilités d'action, au moyen d'une panoplie de méthodes qualitatives et quantitatives et en s'adjoignant l'aide d'une équipe de huit chercheurs experts, l'initiative vise à établir les liens et les relations entre les variables multiples, notamment les corrélations entre les dynamiques du conflit et celles de l'intervention internationale. En l'occurrence, le projet Mali contribuera à développer une compréhension détaillée et enrichie du conflit et des ouvertures pour établir la paix.

Nul ne peut douter de la complexité de la situation au Mali. Les difficultés inhérentes au processus de paix sont évidentes. Les limites de la médiation et des interventions internationales sont considérables, et certains diront, contre-productives. Nous ne prétendons pas connaître ou avoir découvert la solution au conflit malien, mais nous sommes convaincus que notre approche et notre équipe sauront cerner et analyser les liens cruciaux entre les diverses dimensions du conflit, ce qui permettra incidemment de jeter un nouvel éclairage sur celui-ci.

Bonne lecture.

Bruno Charbonneau

Professeur agrégé de science politique

Université Laurentienne

Directeur du Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal

# Remerciements

Mes remerciements vont d'abord à Bruno Charbonneau, qui m'a proposé de participer à ce projet de recherche intitulé « Stabiliser le Mali », et à Adam Sandor pour ces précieux conseils et son aide à préparer un terrain qui n'a malheureusement pas pu se faire. Bruno et Adam ont relu de leur œil d'experts ce rapport. Ils ont contribué à le bonifier et à apporter encore plus de nuances que celles dont je m'étais initialement entourée. Pour cela, je leur suis extrêmement reconnaissante. Merci également au reste de l'équipe pour les échanges stimulants que nous avons eus tout au long de la réalisation de ce projet et qui nous ont permis d'avancer individuellement et collectivement.

Je sais aussi combien l'on doit à toutes celles et à tous ceux qui œuvrent en arrière-plan, mais jouent un rôle essentiel : Maxime Ricard, doctorant et coordonnateur de FrancoPaix, sans oublier l'infatigable équipe de la Chaire Raoul-Dandurand en études diplomatiques et stratégiques. Surtout, ce rapport n'aurait pu se faire sans le travail acharné, rigoureux, indispensable, mené en amont de ce projet, puis dans le cadre de celui-ci, par une équipe extraordinaire d'assistant.e.s de recherche, toutes et tous étudiant.e.s à l'Université Laval en maîtrise de science politique ou en études internationales : Olivier Pelletier, qui a participé aux débuts du projet, qui lui a insufflé un dynamisme sans pareil, et qui a diplômé entre temps ; Natacha Grimon ; Ibrahim Radjouloul Salame Mouhamadou et Stéphanie Roullier, qui ont pris sa suite. À toutes et tous, un grand merci !

Enfin, une mention toute spéciale va à Adib Bencherif, diplômé de la maîtrise en études internationales de l'Université Laval, actuellement doctorant en science politique à l'Université d'Ottawa, avec lequel j'ai eu de longues et enrichissantes discussions sur le Mali, qui m'ont indéniablement aidée à démêler l'écheveau malien.

# Résumé

Le Mali est traversé depuis 2015 par une instabilité grandissante. La multiplication d'attentats terroristes, revendiqués par des groupes djihadistes de plus en plus actifs, illustre la dégradation sécuritaire observée tout au long des années 2016-2017. Alors que les djihadistes ont été particulièrement ciblés par les opérations franco-maliennes depuis 2013, comment expliquer leur résilience ? Ce rapport montre que la déstabilisation dont le Mali est en proie ne s'explique pas par le seul activisme des groupes djihadistes, même s'ils y jouent un rôle premier. Les violences qui ponctuent le conflit malien sont en effet sous-tendues par des logiques variées, qui s'entrecroisent et articulent luttes locales de pouvoir, affrontements intracommunautaires et intercommunautaires, discordes tribales et claniques, le tout sur fond de recul d'un État malien de plus en plus désavoué. Les groupes djihadistes apparaissent ainsi comme des acteurs incontournables de la « politique armée malienne » tant ils sont insérés dans ces dynamiques et en tirent profit. Au-delà de leur fort degré de fragmentation, la fluidité organisationnelle qui les caractérise leur a permis de se réorganiser et d'ajuster leurs stratégies. Ces dernières sont basées sur l'usage de la violence et du terrorisme. Elles incluent également, avec un succès non négligeable dans certaines régions, tentatives de s'imposer comme des modèles alternatifs de gouvernance et intensification du recrutement. Ce faisant, ces groupes contribuent à accentuer la crise de légitimité dont souffre l'État malien sur des pans entiers de son territoire.





# ENTRE DÉSTABILISATION ET ENRACINEMENT LOCAL LES GROUPES DJIHADISTES DANS LE CONFLIT MALIEN DEPUIS 2015

## INTRODUCTION

En décembre 2017, deux groupes djihadistes présentés comme rivaux, l'État islamique au Grand Sahara et le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans, ont annoncé leur rapprochement (Samaké, 2017). Cette collaboration se veut une réponse à la formation d'une force du G5 Sahel, composé du Mali, du Tchad, du Burkina Faso, du Niger et de la Mauritanie, et financé par plusieurs bailleurs internationaux au nombre desquels la France, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis (Archer, 2017). Plus qu'une démonstration de force et une opération de communication face aux pays sahéliens qui affichent une volonté commune de combattre le terrorisme, cette alliance semble dictée par la nécessité pour ses différentes composantes de se repositionner, alors qu'elles sont devenues les cibles des principaux efforts militaires déployés sur le terrain. Elle témoigne aussi d'un haut degré d'activités (Tobie, 2017) et d'une capacité à anticiper l'évolution potentielle du conflit.

Acteur central d'une guerre aux dynamiques changeantes, le mouvement djihadiste malien ne cesse de se restructurer sous les effets conjugués des stratégies mises en place par ses principaux acteurs, des opportunités politiques dont il a su se saisir, des relations établies avec des groupes appartenant ou non à la même mouvance, des tensions qui le traversent, et de la contrainte exercée par les opérations anti-terroristes menées tant par les forces maliennes, françaises que celles du G5 Sahel. Ainsi, si les coups portés entre autres par l'intervention française Serval en 2013 et 2014 ont amené à un recul et à une restructuration de certains de ces groupes (Gros, Patry et Viboux, 2013 : 3), la plupart ont opéré un repli stratégique et se sont réorganisés. Cela leur a permis de regagner en capacités, en visibilité et, pour certains, en légitimité. Les groupes djihadistes, à l'image des autres groupes armés qui participent au conflit, ont su profiter du contexte d'instabilité et d'insécurité qui prévaut depuis la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du Processus d'Alger en juin 2015 (ci-après « l'Accord de Bamako ») et qu'ils alimentent par leurs actions. Alors que les signataires de cet Accord, dont les groupes djihadistes ont été exclus, s'affrontent dans les arènes politiques et quelques fois militaires et que les tensions restent importantes au sein des coalitions anti- et pro-Bamako, les groupes djihadistes ont gagné du terrain et se sont imposés comme des acteurs incontournables au Nord et au Centre du Mali (ICG, 2016).

Comment expliquer leur résilience ? Quelles relations entretiennent-ils entre eux ? Quels rôles jouent-ils dans la configuration post-Accord de Bamako et doit-on envisager l'inclusion de certains de leurs leaders dans des pourparlers mêmes indirects ? De tels questionnements dépassent les simples questions sécuritaires, alors que le mouvement djihadiste est souvent perçu comme une menace existentielle, affectant durablement les États qu'il frappe. Bien que le terrorisme représente un marqueur indéniable de ces groupes, il est loin d'être le seul moyen d'action mobilisé. Leur pouvoir de nuisance et de déstabilisation tient en effet en grande partie à leur aptitude à remettre en question les États auxquels ils s'attaquent par leur activisme et la violence. La prolifération de ces groupes renvoie donc aussi à des questions d'ordre social, sociétal et politique. Il serait ainsi erroné

de considérer les groupes djihadistes comme évoluant en apesanteur, au-dessus des sociétés qu'il touchent. Ils sont au contraire solidement ancrés dans les réalités sociales et politiques maliennes. Cela ne revient pas à minimiser les influences extérieures, mais à voir comment elles s'articulent à des dynamiques locales et nationales pour produire les évolutions observables au Mali depuis plusieurs années.

Ce rapport est basé sur des sources secondaires (médias locaux et internationaux ; publications diffusées par les groupes djihadistes eux-mêmes, via les plateformes qu'ils entretiennent sur Internet ; publications émanant des autorités maliennes ; rapports d'organisations internationales présentes sur place ; rapports d'organisations non gouvernementales et *think tanks* s'intéressant à la question malienne). La recherche documentaire a permis de dresser un catalogue des événements violents qui frappent le Mali depuis 2012. Il ne s'agissait pas tant de mesurer l'intensité du conflit – une question sur laquelle nous reviendrons plus loin – que d'identifier les principaux groupes impliqués dans des actes de violence et leur emprise sur des portions plus ou moins grandes du territoire malien. Il s'agissait également de distinguer les différents types de violence et de montrer l'ambiguïté d'un conflit au sein duquel intervient un nombre toujours plus important d'acteurs armés non-étatiques, que ceux-ci s'opposent à Bamako ou au contraire affichent leur proximité avec le gouvernement malien. Un tel exercice comporte des limites importantes, qui tiennent d'abord et avant tout à la qualité des sources et à leur accessibilité. Il permet toutefois de dresser un portrait qui retrace les dynamiques internes à ce mouvement et les configurations dans lesquelles il est inséré.

Ce faisant, ce rapport s'attachera dans un premier temps à discuter de l'instabilité qui s'est installée depuis la signature de l'Accord de Bamako. Les multiples dimensions qui caractérisent ce conflit seront examinées afin de mieux cerner l'environnement changeant dans lequel les différentes parties interagissent. La seconde partie se concentrera plus spécifiquement sur le mouvement djihadiste. Après en avoir défini les contours, elle se penchera sur les dynamiques relationnelles qui le traversent et sur la résilience dont il a su faire preuve. Elle montrera que les groupes qui le composent ont intégré à leurs discours idéologiques et à leurs pratiques une remise en question de l'État malien. Une telle stratégie contribue à en faire des acteurs contestataires centraux des crises maliennes. Ils n'en restent pas moins, aux yeux de ceux qui les combattent, des acteurs illégitimes. Leur recours fréquent au terrorisme et l'organisation de plusieurs attentats spectaculaires tant au Mali que dans les pays limitrophes, sanctionnent ce statut. Doit-on malgré tout, comme certains Maliens proposent de le faire (Abba, 2017a), les impliquer d'une manière ou d'une autre dans un éventuel processus politique élargi ? La dernière partie de ce rapport tâchera de présenter les principaux enjeux que cette question délicate soulève.

## **LES DYNAMIQUES DU CONFLIT MALIEN DEPUIS 2015**

Censé mettre fin à la guerre civile qui déchire le Nord du Mali depuis 2012, l'Accord de Bamako, signé en juin 2015 entre l'État malien, les forces pro-gouvernementales rassemblées au sein de la Plateforme, et les principaux groupes contestataires séculiers formant la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), est loin d'avoir contribué à faire taire les armes. Au contraire, les tensions se sont multipliées depuis, alimentant des cycles de violence au Nord et surtout au Centre du Mali. Alors que le chef de la diplomatie

maliennne, Abdoulaye Diop, estimait en octobre 2017 « remarquables » les progrès réalisés sur le terrain (Agence Afrique, octobre 2017), plusieurs indicateurs montrent l'enracinement dans la durée d'un conflit aux ramifications multiples. Le premier tient à la multiplication des groupes armés non-étatiques, et parmi eux des groupes djihadistes, auteurs de plusieurs attentats au Mali et dans les pays limitrophes. Le second a trait à la persistance des violences au Nord et au Centre du pays. Certes, les affrontements entre la CMA et les groupes de la Plateforme ont officiellement cessé après la conclusion d'un cessez-le-feu le 20 septembre 2017 (RFI, 2017a). Cette entente n'a toutefois pas mis fin aux incidents violents. On a même assisté à leur recrudescence à l'approche des élections locales et régionales, initialement prévues à la mi-décembre 2017, mais finalement reportées à deux reprises (Roger, 2017). Si la plupart de ces violences sont attribuées à des groupes terroristes, elles émanent d'acteurs divers et illustrent les difficultés qu'éprouve Bamako à faire face à la montée des tensions intercommunautaires, intra-communautaires et claniques, sur fond d'instabilité et d'incertitude politique (Sandor, 2017). Le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies a d'ailleurs souligné à plusieurs reprises en 2017 son inquiétude devant la dégradation de la situation sécuritaire et l'incapacité de l'État malien à asseoir son contrôle, son autorité et surtout sa légitimité sur des pans entiers de son territoire (UNSG, 2017). Enfin, les interventions française, régionale et internationale contribuent à circonscrire la menace principale, qualifiée de « terroriste », mais elles peinent à infléchir durablement le cours d'un conflit marqué par une complexité grandissante.

### **De la difficulté pratique et théorique à qualifier le conflit**

Le conflit qui se déroule depuis juin 2015 au Mali se place dans la continuité de la guerre civile qui a opposé groupes touaregs, arabes et djihadistes à Bamako et ses alliés entre janvier 2012 et juin 2015. Pourtant, nombreux sont les acteurs qui y sont impliqués à parler d'un processus de paix différé, sans évoquer une résurgence de la guerre ou encore sa prolongation. Les membres de la CMA n'ont ni déposé les armes, ni cessé leurs manœuvres de pression, d'intimidation et d'obstruction. Les groupes de la Plateforme ne sont pas en reste, puisque la plupart continuent à privilégier leurs intérêts sur la bonne marche du processus de paix. Si ces deux coalitions et les organisations qui les composent ont acquis une plus grande légitimité comme acteurs politiques à la faveur des négociations, elles n'en restent pas moins des groupes armés aux agendas qui ne concordent pas toujours avec les impératifs de la stabilisation, de la reconstruction et de la réconciliation. Ce n'est pas tant ce « double-statut » qui enraye le processus de paix que la poursuite d'intérêts divergents dans un contexte de faiblesse grandissante de l'État malien.

Il faut dire que la qualification du conflit fait partie des enjeux qui le sous-tendent. Ainsi, la plupart des acteurs gouvernementaux insistent sur le fléau terroriste qui frappe le Mali depuis 2012 et attribuent aux djihadistes, le plus souvent qualifiés d'islamistes ou de terroristes, l'insécurité dans laquelle s'enfonce le pays depuis 2012 et plus encore 2015. L'instauration de l'état d'urgence en novembre 2015 après un attentat contre un hôtel à Bamako, et sa prolongation pour un an le 21 octobre 2017 (AFP, 2017), témoigne de l'état de crise dans lequel serait plongé le pays, situation qui ne serait imputable qu'aux activités de groupes terroristes. Les interventions locales, régionales et internationales, placées dans

le cadre de la lutte anti-terroriste, soutiennent cette vision et le récit qui entoure le conflit, souvent réduit à sa portion congrue d'opération anti-terroriste<sup>1</sup>.

Ce cadre discursif et normatif provoque toutefois des distorsions importantes (i.e. Shurkin, Pezard, and Zimmerman 2017; Charbonneau 2017). Les effets de catégorisation amplifient les amalgames et nourrissent les stéréotypes, comme celui associant Peulhs et djihadistes (*Jeune Afrique*, 2016). Les identités assignées polarisent et servent de justifications, produisant ce que Charles King qualifie de « implicit teleology of ascriptive difference » (2004 : 451). Un tel réflexe, que l'on retrouve dans de nombreux conflits, contribue à la construction d'un « Autre » diabolisé. Il alimente les tensions sur le terrain, et forger une vision tronquée du conflit, qui guide pourtant en grande partie les solutions préconisées pour le résoudre. L'approche privilégiée met ainsi principalement l'accent sur une réponse sécuritaire, tout en établissant une frontière stricte entre les Signataires de l'Accord et les autres parties en présence<sup>2</sup>. Ce faisant, elle occulte les dynamiques relationnelles entre les différents acteurs. De même, elle néglige l'importance, dans le maintien d'une instabilité devenue chronique, des affrontements entre et au sein des coalitions pro- et anti-Bamako, des violences inter- et intra-communautaires et des activités de réseaux criminalisés. Les groupes djihadistes restent certes responsables d'un nombre important d'incidents, mais toutes les violences ne sont pas de leur fait. De plus, violences politiques, criminelles et privées s'entrecroisent sans être toujours faciles à distinguer avec certitude, comme dans nombre de guerres civiles (sur ce point voir Kalyvas, 2006).

Ces enjeux de qualification ont parallèlement une incidence sur la manière dont le conflit est étudié. De manière générale, catégoriser une situation de violence n'est pas chose aisée. À cela deux raisons principales : l'absence de consensus sur ce qui relève de la guerre civile ; la difficulté d'accès au terrain et à des sources de qualité qui peuvent emprisonner les chercheurs dans les luttes de signification évoquées plus haut. Ainsi, la littérature sur les guerres civiles nous montre combien il est difficile de distinguer la guerre civile d'autres configurations violentes (Baev, 2007 : 259), mais également d'établir avec certitude le début et la fin d'un conflit armé (Sambanis, 2004). Le nombre de morts par année et/ou l'intensité du conflit servent le plus souvent à repérer une guerre civile et à la caractériser. Mais comme plusieurs études le démontrent, la construction de ces deux indicateurs reste tributaire de bases de données élaborées à partir de sources ouvertes, dont la qualité interroge souvent (Kalyvas, 2007). Plus que le recensement d'incidents violents, c'est leur catégorisation *a priori* qui pose problème. L'amalgame entre actions insurgées et terrorisme, de même que celui qui peut exister entre terrorisme et violences motivées par des intérêts criminels, crée des prismes déformants qui peuvent amener à une lecture en partie biaisée du conflit. Elles conduisent également à apposer des étiquettes à des groupes

---

<sup>1</sup> La MINUSMA n'est pas directement impliquée dans la lutte anti-terroriste. Son mandat, renouvelé année après année depuis 2013, est adapté à l'évolution de la situation sur le terrain. De manière générale, cette force des Nations Unies est chargée d'aider à stabiliser le pays et d'apporter son soutien au gouvernement malien qui tente, sans véritable succès pour l'instant, de rétablir son autorité sur la totalité du territoire de la République du Mali (voir <https://minusma.unmissions.org/mandat-0>)

<sup>2</sup> Au moins deux groupes armés, nés respectivement en septembre et en octobre 2016 de scissions au sein du MNLA (et du MAA et du HCUA pour le premier) – le Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA) et le Congrès pour la Justice de l'Azawad (CJA) – essaient de se faire reconnaître un statut politique et d'intégrer le processus de stabilisation et de réconciliation. Le MSA dit ainsi souhaiter « une inclusivité effective dans l'accord à travers les acteurs habilités à cet effet » (MSA-CJA, 2017).

armés non-étatiques qui occultent en partie la diversité des activités dans lesquelles ils sont impliqués. Ainsi un groupe dit terroriste ne recourt que très rarement uniquement à ce type de violence ; il puise au contraire dans un répertoire d'actions beaucoup plus large (Moghadam et al., 2014).

Le contexte normatif et politique peut ainsi rendre périlleuse toute approche des guerres civiles à travers la seule intensité de la violence ou encore le nombre de morts. Ces indicateurs nous fournissent certes des tendances, mais ne nous permettent pas de comprendre les dynamiques à l'œuvre. Ainsi le catalogue d'événements que nous avons élaboré montre une augmentation du nombre d'incidents violents en 2016 et en 2017, et leur concentration dans les régions de Mopti et des « trois frontières »<sup>3</sup>. Le conflit a donc gagné en intensité depuis la décroissance observée en 2015 et s'est en partie déplacé. Cependant, ce seul constat ne suffit pas à en expliquer les ressorts, pas plus qu'il ne suffit à en analyser les évolutions. En effet, le niveau et les types de violence peuvent varier d'une phase à l'autre, d'une région à l'autre, sans que nous ne sortions d'un contexte de guerre. Cela nous semble d'autant plus être le cas du Mali que l'impossibilité manifeste à appliquer les grandes lignes de l'Accord de Bamako et les querelles qui s'en sont suivi ont fait apparaître de nouvelles lignes de fracture, tout en creusant les fossés existants. Le conflit reste de faible intensité, mais parler d'une situation post-conflit nous semble bien éloigné de la réalité.

Souhaitant nous écarter de ces approches qui pèchent par leur vision monolithique, et pour certaines orientée, nous empruntons à Paul Staniland le concept de « politique armée » (« armed politics » (2017)) pour qualifier le conflit au Mali, qui a débuté en 2012. Ce concept prend le contre-pied de l'approche dominante qui considère qu'il y a guerre civile quand la violence organisée sur le territoire d'un État donné fait entre 500 et 1000 morts par année<sup>4</sup> (Sambanis, 2004 : 829). Non seulement cette définition nous semble restrictive, mais elle s'applique d'autant plus mal au cas du Mali que les différents exercices de comptabilisation des victimes ne concordent pas. À titre d'exemple, le *War Report* dénombre plus de 1000 morts en 2013, qui fut l'année la plus meurtrière (Casey-Malsen, 2015), là où le Uppsala Conflict Data Program en recense 808.<sup>5</sup> Ces fluctuations rendent impraticable une telle définition. Surtout, elles alimentent l'incertitude quant à la nature du conflit. Pourtant, il comporte toutes les caractéristiques d'une guerre civile encore aujourd'hui. Nous définissons ici de manière lâche la guerre civile comme: « an armed combat within the boundaries of a recognized sovereign entity between parties subject to a common authority at the outset of the hostilities » (Kalyvas, 2006: 17). Plus qu'un affrontement binaire entre deux parties, les guerres civiles doivent être considérées comme: “complex and ambiguous processes that foster an apparently massive, though variable, mix of identities and actions-to such a degree as to be defined by that mix. Put otherwise, the widely observed ambiguity is fundamental rather than incidental to civil wars, a matter of structure rather than noise” (Kalyvas, 2003: 475).

Le concept de « politique armée » permet précisément de saisir cette complexité et cette ambiguïté, tout en soulignant la fluidité des relations entre les différents protagonistes, qui oscillent entre affrontement et coopération, que celle-ci soit informelle ou institutionnalisée. Il privilégie donc une entrée dans l'analyse par les acteurs et accorde une

---

<sup>3</sup> Région aux frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso

<sup>4</sup> Ce seuil varie en fonction des postulats défendus par les auteurs qui se situent dans cette approche.

<sup>5</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/VC.BTL.DETH?locations=ML>

attention particulière aux relations qu'ils nouent. Il ne fait ainsi pas de la violence la seule variable à travers laquelle définir les relations entre un État et des groupes armés non-étatiques ou des groupes armés entre eux, mais conduit à s'intéresser aux formes de gouvernance que les différentes parties mettent en place sur les territoires qu'elles contrôlent et au rôle que la violence y joue (Kalyvas, 2008 : 406).

Ce faisant, le concept de « politique armée » ouvre de nouvelles perspectives en adoptant une approche dynamique, perspective qu'une approche relationnelle de la violence et de la guerre permet d'approfondir (McAdam and al. 2001 ; Della Porta et al., 2017). Cette dernière met l'accent sur les processus interpersonnels (Tilly, 2003 : 20) et les relations entre acteurs collectifs, en tenant compte des contextes politique, social et culturel dans lesquelles ils évoluent, de leur positionnement changeant dans le conflit, des cadres cognitifs mobilisés et de la fluidité des identités. La violence devient ainsi une forme de dialogue et de communication ; elle contribue à redéfinir les préférences individuelles et collectives, les stratégies, les valeurs et les identités (Kalyvas, 2006 : 389). Ce constat peut aisément être appliqué au cas malien, dans lequel la violence est devenue une forme d'interactions de plus en plus privilégiée par les différents protagonistes.

## **La structuration du conflit**

### ***Un conflit divisé en quatre phases***

Bencherif et Campana distinguent trois phases au conflit entre 2012 et 2015 (2017 : 121), à laquelle vient se rajouter une quatrième phase, entamée à l'issue de la signature de l'Accord de Bamako. La première phase s'est déroulée en 2012, année au cours de laquelle les groupes armés touaregs, et en premier lieu, le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), en collaboration avec les groupes djihadistes Ansar Dine, le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI), ont conquis le Nord du Mali. Ces différents groupes ont mis en place une pseudo-administration chargée de contrôler ces différentes zones et d'imposer aux populations locales de nouvelles normes et de nouveaux comportements. Tombouctou est devenu, pour beaucoup<sup>6</sup>, le symbole de la violence utilisée tant pour asseoir une domination que pour construire un nouvel ordre social (sur les pratiques des groupes djihadistes après la conquête de plusieurs villes du Nord, voir par exemple Human Right Watch 2012).

L'intervention militaire française Serval en 2013 entraîne une reconfiguration relative des forces en présence et ouvre une nouvelle phase. Les groupes djihadistes, qui s'étaient rapprochés des groupes séculiers, touarègues en particulier, se trouvent marginalisés et obligés d'effectuer pour la plupart un repli stratégique. Dans le même temps, les groupes séculiers se restructurent et s'allient entre eux: l'intervention française ouvre pour plusieurs d'entre eux une opportunité de se repositionner et d'acquérir une nouvelle légitimité. Le MNLA assoit sa position dominante, qui est fréquemment contestée, entre autres par le

---

<sup>6</sup> Gao compte parmi les villes du Nord les plus affectées par la gouvernance djihadiste à l'issue de la conquête de 2012. Toutefois, Tombouctou semble en être devenue un symbole, surtout après le procès de l'ancien membre d'Ansar Dine, Ahmed Al Mahdi, pour « crime de guerre », devant la Cour Pénale Internationale. Cette accusation vise la destruction de neuf mausolées et de la porte de la mosquée Sidi Yahia (Maupas, 2016).

chef de la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), Mohammed Ag Assaleh (Jambot, 2014). Le nombre des parties admises à la table des négociations augmente, alors que certains leaders contestataires, d'abord tentés par l'option djihadiste, comme Alghabass Ag Intallah et Cheikh Ag Aoussa, se rangent du côté des séculiers afin de défendre leurs intérêts immédiats et ceux de leur clan ou de la communauté qu'ils représentent.

La troisième phase est marquée par une évolution des dynamiques du conflit. Les violences inter- et intra- communautaires se multiplient et gagnent le Centre du pays. Dès lors le conflit n'est plus structuré verticalement, mais horizontalement (Bencherif et Campana, 2017 : 121). Autrement dit, cette troisième phase est marquée par la très forte dilution du clivage central – la rébellion touarègue contre l'État malien – au profit de l'apparition de micro-conflits dans le conflit. Cette tendance ne fera que s'accroître au fur et à mesure de l'avancement des laborieuses négociations qui mèneront à la signature de l'Accord de Bamako. Alors que devait s'ouvrir une phase de transition vers la stabilisation, on assiste plutôt à complexification du conflit. La quatrième phase débute en juin 2015. Elle se place dans la continuité directe de la phase précédente, mais s'en distingue par les attermoissements du processus politique censé aboutir à une pacification. Elle voit parallèlement s'affirmer quatre tendances déjà perceptibles avant : la multiplication de violences très locales; le rôle plus affirmé que jouent les groupes djihadistes; une accentuation de la régionalisation du conflit; et le recul manifeste de l'État malien.

Ces quatre phases sont marquées par la superposition de deux crises, qui ne trouvent pas leurs origines dans le conflit, mais l'alimentent très largement. La première pourrait être qualifiée de crise politique et morale et frappe l'État malien, particulièrement au Nord. Le plus souvent absent ou faiblement présent<sup>7</sup>, l'État est fréquemment discrédité pour son inaction, l'impunité dont bénéficient ses représentants (FIDH et AMDH, 2017), et son instrumentalisation à peine voilée, mais souvent maladroite, des tensions locales. S'appuyant sur des pratiques clientélistes, Bamako se montre incapable d'assumer son rôle d'arbitre et est devenu un acteur à part entière de l'instabilité et de l'insécurité.

Cette crise n'oppose pas le Nord au Sud (Guichaoua & Pellerin 2017 : 17), et ce, même si le fossé économique entre les deux régions n'a cessé de se creuser (Chauzal et Van Damme, 2015). Elle prend par contre les accents d'une crise de légitimité solidement et historiquement ancrée. Comme le soutient Kalyvas, les allégeances populaires sont « endogenous to the exercise of territorial control » (2007 : 425). Alors que les institutions étatiques sont dysfonctionnelles, que les efforts de reconstruction ne donnent que peu de résultats concrets et que la corruption reste un problème endémique (Craven-Matthews et Englebert, 2017), les appartenances claniques et communautaires continuent à primer sur l'identification à un État vu au mieux comme illusoire, au pire comme prédateur et répressif.

Toutefois, dans un contexte social éclaté, les clivages traditionnels qui structurent la société malienne sont fréquemment remis en cause par des querelles entre élites locales, ainsi que par des contestations provenant de ceux qui s'estiment marginalisés. Le Mali vit une crise générationnelle, qui si elle n'est pas le prélude à la guerre, n'en forme pas moins l'une des conditions dans lesquelles elle se déroule. La force des ordres traditionnels, qui imposent au Mali comme dans d'autres sociétés sahéniennes « des contraintes

---

<sup>7</sup> Sandor (2017 : 9) montre que le gouvernement malien n'a jamais véritablement été capable de mettre en place des infrastructures de gouvernance au-delà de la ville de Ségou (située à peu près à mi-chemin sur la route entre Bamako et Mopti).

structurelles » (Jourde, 2017 : 442), conjuguées à un blocage de l'ascenseur social, créent des tensions fortes dont profitent les groupes armés non-étatiques. L'engagement dans la contestation peut être vu par certains jeunes comme un moyen de renégocier un statut social jugé peu favorable (Guichaoua & Pellerin 2017 : 40). Le conflit exacerbe ainsi les ressentiments existants et s'en nourrit. L'arrivée de conceptions étrangères de l'Islam et leur implantation au cours des trois dernières décennies<sup>8</sup> ont engendré des bouleversements multiples dans la région (Campana et Jourde, 2017). Ces visions ultra-conservatrices de l'Islam ont pu nourrir la crise générationnelle, en offrant aux jeunes en rupture de ban avec les structures traditionnelles ou à la recherche de nouveaux référents une autre voie de remise en cause des ordres établis. Cette dernière ne passe pas nécessairement par la violence, mais comme nous le verrons plus loin, les groupes djihadistes, qui ont joué un rôle dans la propagation de cet Islam, ont su actionner ces ressorts (Chena et Tisseron, 2013).

### *La superposition des clivages*

Les évolutions qui caractérisent le conflit depuis juin 2015 pointent vers une « tribalisation » plus poussée tant des groupes qui s'opposent à l'État malien que des groupes qui s'y allient ou s'en revendiquent, une tendance observée dès 2014, mais qui prend une ampleur inédite dans le contexte post-Accord de Bamako (Benchérif et Campana, 2017). La guerre, et les tentatives d'application des dispositions de l'Accord, agissent ainsi comme autant de structures d'opportunités pour les acteurs, qui ont fait de la violence un outil de contestation et de repositionnement dans un jeu à multiples joueurs et variables. Les dividendes attendus ou espérés ont ainsi accentué deux tendances déjà perceptibles lors des deuxièmes et troisièmes phases du conflit, et que l'on retrouve dans nombre de guerres civiles : la fragmentation et la factionnalisation (i.e. De Rouen and Bercovitch, 2008; Fjelde and Nilsson, 2012; Cunningham, Bakke & Seymour, 2012; Bakke, Cunningham and Seymour, 2012; Cunningham, 2013; Seymour, Bakke and Cunningham, 2015; Warren and Troy, 2014; Mosinger, 2017). Boutellis et Zahar parlent même d'une « clanisation du processus de paix » (2017 : 29). Ce contexte constitue parallèlement une forme de contrainte, dans le sens où les acteurs sont pris dans des configurations qui les dépassent quelques fois. Comme le rappelle J. Soeters, plus le jeu comporte d'acteurs, plus il est imprévisible. En effet, la fragmentation poussée amoindrit la potentialité de lier les résultats aux préférences d'un acteur (Soeters, 2005 : 31 ; Campana, 2014). Les guerres civiles restent des processus endogènes, qui amènent fréquemment à une transformation des identités et des allégeances (Kalyvas, 2006 : 3). Ces changements ne relèvent pas uniquement de considérations stratégiques ; ils traduisent l'emprise de la configuration violente qu'est la « politique armée » sur les acteurs, leurs choix et leurs comportements.

Les groupes armés non-étatiques sont organisés autour de personnalités locales, détentrices de capitaux symboliques, politiques et/ou économiques. Ils sont structurés le long de lignes ethniques, communautaires, claniques ou tribales. Plus le conflit s'enracine dans la durée, plus ces micro-conflits, qui relèvent d'abord et avant tout de violences

---

<sup>8</sup> Sur l'absence de régulation de la sphère religieuse et les enjeux que cela suscite (International Crisis Group, 2017a)

claniques, intra- et intercommunautaires, prennent de l'importance, contribuant à enrayer ce qui reste du processus de paix. Ce faisant, les luttes de pouvoir locales en sont venues à le teinter irrémédiablement jusqu'à en devenir l'une des sources principales. Toutes découlent de différends historiques lointains, accentués par les jeux de pouvoir entre élites locales, exacerbés par le conflit actuel, l'environnement régional<sup>9</sup>, la concurrence pour le contrôle de trafics en tout genre<sup>10</sup>, et par les interventions ou inactions de Bamako. Les fragiles équilibres qui tenaient plus ou moins la société malienne ensemble malgré les soubresauts à répétition qui l'ont secouée depuis plusieurs décennies semblent avoir été rompus (Chena et Tisseron, 2013). Dans cette perspective, la violence sert à forger des recompositions sociales et politiques. Elle est également utilisée pour modifier les rapports de force, contester les accords passés, faire valoir de nouvelles revendications, obtenir des concessions, ou encore relancer les négociations sur de nouvelles bases.

Les affrontements qui ont opposé la CMA au Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA), membre de la Plateforme entre 2015 et fin 2017, illustrent l'enchevêtrement de ces dynamiques. Alors que la « question touarègue » est loin d'être résolue, les antagonismes qui traversent cette communauté apparaissent comme l'expression de tensions anciennes, transposées dans les luttes de pouvoir plus actuelles. Les logiques à l'œuvre sont multiples. Le CMA est dominée par les Touaregs Ifhogas considérés comme des nobles, alors que le GATIA rassemble des Touaregs Imghads que leur statut de tributaires (dépendants) continuent à reléguer dans les imaginaires collectifs à un rang second. Les mésententes entre ces deux communautés touarègues remonteraient à la période de la colonisation, et seraient alimentées depuis l'indépendance par les jeux politiques – auxquels Bamako prend part principalement via des réseaux de patronage – des concurrences pour l'accès aux ressources traditionnelles, licites comme illicites, sans oublier les inimités personnelles qui peuvent opposer deux leaders. Les Imghad sont vus depuis 2007 environ comme des alliés de Bamako dans la région (à propos de la « question touarègue », voir Bencherif 2018).

Les tensions entre Ifhogas et Imghads se cristallisent depuis les années 1990 autour de Kidal et sa région, sur laquelle chaque camp cherche à imposer son leadership et son influence (Bøås et Torheim, 2013 : 1284). Elles ont resurgi à la faveur du conflit actuel et ont donné lieu à de violents affrontements entre la CMA et le GATIA, pourtant tout deux signataires de l'Accord de Bamako. Elles se sont également transposées à d'autres villes du Nord, comme Ménaka en 2017<sup>11</sup> (RFI, 2016b ; K. Traoré, 2017). L'enjeu est triple : revendiquer le prestige attaché à une position de pouvoir ; agir comme intermédiaire entre l'État malien et les populations locales, en redistribuant les ressources allouées par Bamako (Bøås et Torheim, 2013 : 1285); et contrôler les routes des trafics dans la région de Kidal. Les luttes incessantes entre les leaders de ces deux groupes ont failli faire dérailler les tentatives de mettre en place l'Accord de Bamako et en particulier l'installation des autorités intérimaires dans les différents chefs-lieux du Nord. Si les armes se sont plus ou

---

<sup>9</sup> On pense ici particulièrement à la guerre en Libye. La chute de Khadafi et le retour au Nord Mali de plusieurs Touaregs formés et armés en Libye ont constitué pour beaucoup des éléments déclencheurs du conflit. On pense aussi à la force des réseaux criminalisés régionalisés qui agissent dans la région et auxquels des élites locales, chefs de communautés, de clan, de groupes armés participent.

<sup>10</sup> Les guerres de territoire cachent aussi des querelles pour contrôler les points de passage des trafics de drogue entre autres (Jublin, 2015).

<sup>11</sup> La ville de Ménaka est tenue par le Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA), créée après un schisme au sein du MNLA, qui était considéré en 2017 comme un proche du GATIA (RFI, 2017b).

moins tues, la méfiance reste le maître-mot des relations entre les différentes parties touarègues impliquées dans le processus de stabilisation. Cette remarque pourrait être étendue aux rapports qu'entretiennent tous les protagonistes censés participer à la stabilisation. C'est dans ce contexte pour le moins tendu qu'agissent les groupes constituant le mouvement djihadiste. Loin d'être isolés des dynamiques évoquées jusque-là, ils participent à leur développement, tout en sachant en tirer profit.

## **LES GROUPES DJIHADISTES : DES ACTEURS CENTRAUX DE LA « POLITIQUE ARMÉE » AU MALI**

L'importance prise par les groupes djihadistes depuis 2015 pourrait faire croire à l'émergence d'un nouveau clivage structurant le conflit, et effaçant ce qui a été perçu comme le clivage central – Touaregs vs. État malien – depuis le déclenchement de la guerre civile en 2012. Pourtant, comme la section précédente a tenté de le démontrer, les dynamiques à l'œuvre sont beaucoup plus complexes. Si le djihadisme a été érigé en caractéristique principale du conflit depuis 2012, il ne peut à lui seul le définir. Les djihadistes sont certes devenus des acteurs incontournables, mais leur rôle ne peut être compris qu'au prisme de l'évolution du conflit, de sa régionalisation<sup>12</sup> et d'un désenchantement de plus en plus manifeste à l'endroit d'un État malien affaibli. Ces groupes se doivent donc, aux fins de l'analyse, d'être considérés comme des acteurs comme les autres de la « politique armée » malienne<sup>13</sup>. Nous ne souhaitons pas par là-même minimiser leur usage de la violence, mais replacer leurs stratégies, pratiques et comportements dans un contexte relationnel plus large.

Afin de saisir les dynamiques qui traversent ce mouvement aux visages multiples, nous proposons de distinguer trois niveaux d'analyse. Premièrement, nous considérerons le mouvement djihadiste malien comme un mouvement social, défini à la suite de Mario Diani comme : « a network of informal interactions between a plurality of individuals, groups and/or organizations, engaged in a political or cultural conflict, on the basis of a shared collective identity » (1992 : 1). Le partage de valeurs communes, dictées par l'adhésion à une vision ultra-conservatrice de l'Islam, et d'un agenda révolutionnaire, qui justifie le recours à la violence (Amghar, 2011), constitue des marqueurs identitaires centraux des groupes qui composent ce mouvement, même si les contours du projet politique dont ils sont porteurs ne se superposent pas toujours. Nous concentrons le regard sur le mouvement djihadiste malien, sans occulter les dimensions régionales qui le caractérisent. Ainsi les groupes qui en font partie sont pour certains apparus dans le contexte malien, alors que d'autres sont nés en-dehors des frontières du Mali. Leur présence et leur activisme sur le territoire malien, de même que les relations qu'ils ont nouées avec des groupes maliens, en

---

<sup>12</sup> L'enracinement dans la durée de la guerre civile en Libye crée des conditions qui permettent aux groupes armés non-étatiques et en particulier aux groupes djihadistes de se ressourcer. La Libye est ainsi redevenue une base arrière et un espace dans lequel socialiser avec des groupes partageant ou pas les mêmes orientations idéologiques ou les mêmes activités. La diffusion du conflit se fait également en direction du Burkina Faso et du Niger.

<sup>13</sup> Cela rejoint une injonction de Charles Tilly (2004) entre autres qui appelle à dé-exceptionnaliser l'étude des groupes terroristes afin de mieux comprendre leur ancrage dans les sociétés visées, leur insertion dans des jeux politiques dont ils contestent pourtant les règles et la temporalité de l'action terroriste.

font des acteurs centraux de ce mouvement. Ce dernier est en effet marqué par un niveau de fragmentation élevé et les dynamiques relationnelles des groupes qui en font partie oscillent entre collaboration, concurrence et affrontement. Ces groupes rassemblent ensuite des factions et des individus, qui constituent le troisième niveau d'analyse. Le fort degré de personnalisation des groupes, articulés qu'ils soient djihadistes ou non, autour de leurs chefs, donne à ceux-ci une place prépondérante dans la définition des orientations du groupe, dans l'idéologie et les stratégies qu'il adopte.

## Un mouvement aux visages multiples et changeants

Trois principaux groupes djihadistes ont participé à la conquête du Nord Mali en 2012 : AQMI, Ansar Dine, un groupe touareg, et le MUJAO. Bien qu'affaiblis et contraints de se réorganiser, les deux premiers ont survécu aux opérations françaises Serval et Barkhane. AQMI a probablement été le plus durement affecté, après la perte de plusieurs de ses leaders sahéliens, dont Abou Zeid, émir du Sahara, certainement tué en février 2013 au nord du Mali (Le Monde avec AFP, 2013). AQMI compte fin décembre 2017 trois *katibas*<sup>14</sup> encore actives au Sahel : Tarik ibn Ziyad, dirigé depuis la mort d'Abu Zeid par l'algérien Said Abou Mughatil ; Al-Fourqan, dont le leader actuel est d'origine mauritanienne, et Youssef Ibn Tachfin, katiba formée en 2012 et composée entre autres de Touaregs. La katiba Al-Ansar, créée en 2010, ne semble pas avoir survécu à la mort de son chef, le Touareg Hama Ag Hamada.

Devant l'avancée des troupes franco-maliennes, le MUJAO s'est, quant à lui, en partie, replié au Niger. Certaines factions<sup>15</sup> le constituant ont décidé, en août 2013, de rejoindre les Signataires par le Sang, donnant naissance à l'organisation Al-Mourabitoune. Les Signataires par le Sang, qui ont entre autres fomenté la prise d'otages de janvier 2013 contre le complexe gazier algérien d'In Amenas, sont dirigés par Mokhtar Belmokhtar, un « pur et dur » du djihad au Sahel (Salem, 2014 : 45). Belmokhtar était, jusqu'en décembre 2012, à la tête d'une *katiba* d'AQIM, surnommée les Enturbannés. Écarté du leadership de l'organisation à la suite de dissensions avec son émir général, Droukdel Abdelmalek, et les autres commandants (Bencherif, 2012 ; *Le Monde.fr*, 2013), il n'en poursuit pas moins ses activités. Il ne renie pas son adhésion à Al-Qaida central, dont il continue de se revendiquer, mais s'éloigne un temps d'AQMI. Les Enturbannés deviennent les Signataires du Sang, avant de connaître une nouvelle évolution à la suite de l'alliance conclue avec Ahmed al-Tilemsi, réputé être l'un des financiers du MUJAO (Thomson, 2014). Belmokhtar se retrouve toutefois seul à la tête d'Al-Mourabitoune après la mort de son acolyte en décembre 2014.

Al-Mourabitoune, qui tire ses revenus de sources variées<sup>16</sup>, s'est progressivement imposée en 2015 comme l'un des acteurs centraux de la mouvance djihadiste malienne. La commission de plusieurs attentats à Bamako en 2015, mais aussi à Ouagadougou (Burkina

---

<sup>14</sup> Terme que l'on traduit par bataillon, unité combattant, ou encore brigade.

<sup>15</sup> Le MUJAO n'a pas totalement disparu et plusieurs actions menées au Mali (Roger, 2014) et au Niger lui ont depuis été imputées (AFP, 2016). Versant principalement dans des activités criminelles, il a perdu plusieurs membres au profit des organisations qui ont émergé plus récemment.

<sup>16</sup> Al-Mourabitoune serait particulièrement investie dans des services de protection offerts à des infrastructures pétrolières en Libye et aux groupes faisant transiter par le Sahel drogues et migrants. Il bénéficierait aussi de dons (Mémier, 2017).

Faso) et à Grand Bassam (Côte d'Ivoire) en 2016, lui a indéniablement permis d'affirmer sa puissance sur les autres groupes djihadistes, affaiblis par les opérations franco-maliennes. Droukdel propose d'ailleurs à Belmokhtar, avec lequel il n'avait pas totalement coupé les ponts, de réintégrer AQMI, ce qui sera chose faite en décembre 2015. Si Al-Mourabitoune devient par là-même une *katiba* d'AQMI, Belmokhtar semble conserver une autonomie quasi-totale (Mémier, 2017 : 39). Une telle alliance permet à AQMI d'assurer sa survie au Sahel tout en tentant de faire contrepoids à la montée de l'État islamique (EI) (Ibid. : 41-45). Quant à Belmokhtar, ce rapprochement lui permet de s'imposer comme une figure centrale, voire indispensable, du djihad sahélien. Ce retour dans le giron d'AQMI lui permet également de réaffirmer son attachement à la mouvance Al-Qaida, alors que des tensions internes, suivies d'un schisme, ont jeté pendant quelques semaines un flou sur les orientations privilégiées par Al-Mourabitoune.

En effet, en mai 2015, l'un des lieutenants de Belmokhtar et ancien porte-parole du MUJAO, Adnan Abu Walid Saharaoui, annonce qu'Al-Mourabitoune se range aux côtés de l'EI (France 24 avec AFP, 2015a). La concurrence entre les deux grands acteurs de la mouvance djihadiste transnationale se transpose au Sahel, à travers un jeu d'allégeances à distance. Toutefois, Belmokhtar, qui entend rester fidèle à Al-Qaida, dément toute affiliation d'Al-Mourabitoune à l'EI (France 24 avec AFP, 2015b). Le schisme est consommé avec al-Saharaoui qui crée sa propre organisation, l'État islamique au Grand Sahara (EIGS). Plusieurs anciens du MUJAO l'accompagnent. Chose peu commune, la maison-mère « État Islamique » met près d'un an et demi à accepter le serment d'allégeance d'Al-Saharaoui. L'hypothèse la plus probable pour expliquer ce décalage renvoie à l'absence de coups d'éclats de l'EIGS dans ses premiers mois d'existence. Cette reconnaissance n'intervient d'ailleurs qu'après que l'EIGS ait revendiqué deux attaques, l'une au Burkina Faso et l'autre au Niger (RFI, 2016b).

Malgré l'apparition de cette organisation se revendiquant de l'EI, AQMI continue à dominer le paysage sahélien et malien. Il peut en effet se prévaloir de sa proximité avec plusieurs groupes nés dans le contexte malien, mais qui ont acquis pour certains une stature régionale. Ansar Dine, « les défenseurs de la religion », né en décembre 2011, est le plus important d'entre eux (AllAfrica, 2011). Ce groupe est dirigé par un notable touareg de la tribu des Ifhogas, Iyad ag Ghali. Ag Ghali un vétéran des rébellions touarègues, rentré en dissidence après avoir été écarté par la direction du MNLA, mouvement dont il convoitait le leadership, et s'être vu refuser le rôle de successeur de l'amenokal<sup>17</sup> des Ifoghas au bénéfice du fils du chef spirituel de l'époque Alghabass ag Intallah (ICG, 2012: 12-13). Ce dernier devient d'ailleurs un allié d'ag Ghali et assure les fonctions de porte-parole d'Ansar Dine dans les premiers mois du conflit, avant de faire scission et de fonder son propre mouvement (Duhem, 2013).

Affaibli par plusieurs défections et par la pression militaire exercée par Serval puis Barkhane, Ansar Dine est contraint dès 2013 de définir une nouvelle stratégie. Ses succès militaires, la force des réseaux dans lesquels son chef joue un rôle central (Walther et Christopoulos, 2015), l'ancrage touareg dont il bénéficie, et ses alliances avec AQMI et, dans une moindre mesure avec le MUJAO, ont fait de lui un acteur prédominant du conflit en 2012. Toutefois, en 2013, Ag Ghali n'a d'autre choix que d'opter pour un repli stratégique – il aurait d'ailleurs trouvé refuge dans le sud de l'Algérie et/ou en Libye (AFP, 2015a) –, sans toutefois désertier le Nord du Mali. La connaissance du terrain a aidé ses

---

<sup>17</sup> Chef spirituel

militants à échapper à la traque des soldats français, permettant à l'organisation de se réorganiser et de recruter de nouveaux combattants. L'attaque de décembre 2014 contre le camp de la MINUSMA à Tessalit signe son retour plein et entier dans la « politique armée malienne » (*Jeune Afrique*, 2014). Ansar Dine ne fait alors que gagner en puissance et en initiatives tout au long de l'année 2015. Il concentre dans un premier temps ses activités autour de son ancien fief de Kidal (Weiss, 2015), avant de faire évoluer à nouveau sa stratégie.

Iyad ag Ghali réactive les liens tissés au Centre du Mali en 2012 ou avant<sup>18</sup> et offre un important soutien à deux groupes armés fondés en 2015, et que nombre d'analystes considèrent comme des *katibas* d'Ansar Dine (AFP, 2015b). Le premier, le Front de Libération du Macina (FLM), dirigé par le prêcheur peul Amadou Koufa, apparaît en janvier 2015. Composé à majorité de Peuls et d'anciens éléments du MUJAO proches d'ag Ghali (Diarra, 2015), il se montre très actif dans la région de Mopti. Communiquant peu et ne revendiquant que rarement ses actions à ses débuts (Carayol, 2015a), il publie en mai 2016 une vidéo dans laquelle il affirme s'être rattaché à Ansar Dine (RFI, 2016c). Il est depuis considéré comme un acteur important du djihad sahélien et constitue un acteur premier de l'instabilité au Centre du Mali.

Le second groupe, la *katiba* Khaled Ibn al-Walid, est dirigé par un autre Peul, Souleymane Keïta. Rassemblant des Peuls, des Maliens du Sud, des Ivoiriens et des Burkinabés (*L'Indicateur du Renouveau*, 2016), il aurait d'étroites relations avec le FLM et aurait mené plusieurs attaques en collaboration avec les troupes de Koufa (Carayol, 2015b). La *katiba* Khaled Ibn al-Walid, surnommée « Ansar Dine du Sud », a subi un coup sévère après l'arrestation de son leader en mars 2016 par les forces de sécurité maliennes (Ahmed, 2016). Elle a d'ailleurs peu fait parler d'elle depuis. Ansar Dine peut toutefois compter sur son alliance avec la *katiba* d'Al Mansour ag Alkassoum, présentée comme « la franchise d'Ansar Dine dans le sud de Gao » (MaliActu.net, 2016). Cette *katiba* agit comme l'une des menaces à la sécurité dans la zone dite des « trois frontières », région bordant les frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Cette région est devenue en 2017 l'une des plus ciblées par les attaques des différents groupes djihadistes maliens et par un nouveau venu burkinabé, Ansarul Islam, créé en décembre 2016. Bien que né au Burkina Faso, ce groupe possède d'étroites relations avec les acteurs de la scène djihadiste malienne. Il profite de la très grande porosité des frontières pour circuler entre ses bases-arrières maliennes de Douna et Selba et le Nord du Burkina où il opère le plus souvent (International Crisis Group, 2017b).

Ce portrait, bien que rapide, permet de constater le haut degré de fragmentation de la scène djihadiste malienne. Les rivalités sont nombreuses, mais les coopérations également. Deux évolutions majeures sont ainsi survenues en 2017. Le 1<sup>er</sup> mars 2017, Iyad ag Ghali annonce dans une vidéo qu'il prend la tête d'une coalition, le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans ou Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin (JNIM), alliant Ansar Dine, les éléments sahéliens d'AQMI, la *katiba* Al-Mourabitoune<sup>19</sup> et le Front de Libération du Macina (Crétois, 2017). La création de ce groupe formalise la collaboration déjà effective entre ses différentes composantes. Elle s'apparente à une opération de communication, tout en permettant une mise en commun de ressources dans un contexte de pression accrue

---

<sup>18</sup> Nous remercions Adam Sandor pour cette précision.

<sup>19</sup> Bien qu'officiellement membre d'AQMI, Al-Mourabitoune dispose d'une voix à part entière au sein de cette alliance, ce qui démontre son degré d'autonomie.

contre les groupes djihadistes. Elle constitue également un moyen de projeter une image d'unité, derrière le paravent idéologique d'un Islam ultra-conservateur et une posture menaçante, dans un contexte de fragmentation qui accentue les lignes de fracture qui traversent la société malienne (Sandor, 2017 : 15).

Elle n'efface toutefois pas dans un premier temps les tensions avec le concurrent EIGS. Au contraire, à plusieurs reprises en 2017, des rumeurs de rattachement d'Ansarul Islam à l'État islamique au Grand Sahara circulent (Alakhbar, 2017). Toutefois, devant la perte de terrain de l'« État islamique » en Syrie et en Irak et le regain de puissance d'AQMI, la concurrence entre les deux groupes rivaux tend à s'effacer. EIGS et JNIM décident ainsi en décembre 2017 de se rapprocher, tout en gardant leur identité propre. Une telle collaboration ne constitue pas une surprise totale. En effet, elle répond à des impératifs stratégiques. Elle permet premièrement d'accentuer la pression sur les autorités locales et nationales, alors que les G5 Sahel lance ses premières opérations dans la zone des « trois frontières » (Menastream, 2017). Deuxièmement, elle s'accompagne d'un découpage du territoire malien, sans écarter la possibilité d'actions coordonnées (RFI, 2017c). Enfin, elle permet à chacun des groupes d'augmenter son efficacité stratégique, par la mise éventuelle en commun de ressources et un partage de renseignements.

La multiplication des groupes djihadistes et les alliances que certains ont conclues crée une situation paradoxale où l'impression de changement domine, mais où les éléments de continuité restent forts. Les années 2015 et 2016 ont vu la naissance de nouveaux joueurs, mais tous ont été créés par d'anciens militants de groupes déjà bien implantés. Amadou Koufa est ainsi un proche d'Iyad ag Ghali et a combattu à ses côtés dans les rangs d'Ansar Dine en 2012 (RFI, 2015). Dicko, le fondateur d'Ansarul Islam mort en 2017 (Abba, 2017b), était un ancien du MUJAO (Menastream, 2017). Le caractère de nouveauté se doit donc d'être quelque peu relativisé, même si on ne peut nier l'impression de dynamisme que l'apparition de nouveaux groupes véhicule. De plus, les leaders « historiques » du mouvement continuent à le dominer: Belmokhtar, jusqu'à sa mort probable en novembre 2016 (Fourt, 2016; Sandor, 2017 : 15); Iyad ag Ghali, qui profite, à n'en pas douter, de la mort annoncée de Belmokhtar pour asseoir son autorité sur le JNIM (Migaux dans Nilor, 2017).

## **Le mouvement djihadiste malien entre résilience et regain de puissance**

La trajectoire du mouvement djihadiste sahélien est marquée par d'incessantes recompositions, mais également par la résilience des différents groupes qui le composent. Plusieurs auteurs ont relevé le pragmatisme d'AQMI depuis ses débuts (Pham, 2011 ; Bencherif, 2012), ce qui lui aurait permis, à l'image des autres groupes de la région, de surmonter les contraintes imposées par un environnement changeant, la pression militaire accrue qui s'exerce sur les groupes djihadistes, et le haut degré de fragmentation du mouvement djihadiste. Cette résilience tient également à la structuration des groupes djihadistes, qui ne diffère pas tant de celle des autres groupes armés non-étatiques évoluant dans la région. Toutefois, l'on constate que le haut degré de fragmentation et les tensions ponctuelles ou plus durables qui le traversent n'entravent pas leur capacité à se repositionner (Bencherif, 2017), pas plus que la perte de leaders opérationnels ou encore d'un grand nombre de militants. Dès lors, il faut également interroger leur insertion dans

des réseaux locaux et régionaux et les ajustements de stratégie opérés dans un contexte politique dégradé.

### ***La fluidité organisationnelle comme facteur de résilience***

Plus que son haut degré de fragmentation, c'est la fluidité qui les caractérise qui explique le plus sûrement la résilience dont les différents groupes djihadistes font preuve depuis 2013, et plus encore depuis 2015. Elle permet en quelque sorte d'absorber l'instabilité créée par le contexte et les tensions incessantes qui traversent le mouvement djihadiste malien. Cette fluidité concerne d'abord la structuration des groupes djihadistes, qui constituent dans leur majorité des alliances formées autour de figures qui incarnent l'opposition armée à Bamako, à la France, au G5 Sahel et aux forces internationales encadrées par la MINUSMA. Comme le montre l'aperçu que nous avons dressé dans la section précédente, ces alliances se font et se défont, sans que cela ne porte forcément préjudice à long terme aux groupes qui les composent. Cela s'explique par le fort degré d'autonomie que les membres d'une alliance conservent, tout comme par le niveau d'informalité qui les caractérise. En effet, elles sont le plus souvent basées sur des relations interpersonnelles et construites sur des liens informels, eux-mêmes fondés sur des solidarités tribales, claniques ou religieuses. Les contacts interpersonnels, les expériences passées communes ou le partage de croyances forgent également des relations qui peuvent s'avérer plus ou moins solides (Benchérif et Campana, 2017). L'idéologie joue toutefois un rôle second dans la trajectoire des alliances : elle peut contribuer au rapprochement, sans jouer un rôle de scellant aussi puissant que d'autres considérations plus stratégiques (Byman, 2014). Les alliances répondent en effet en premier lieu à des besoins à court et moyen termes, même si le contexte et les jeux d'acteurs peuvent les rendre plus pérennes. Elles sont des véhicules permettant aux différentes factions ou aux différents groupes qui y prennent part de maximiser leurs ressources, d'élargir des réseaux, ou dans des moments plus critiques, d'assurer leur survie. Les principes qui les fondent en font des instruments fragiles et instables, plus encore dans le contexte malien marqué par une volatilité de plus en plus palpable et une fragmentation sociale poussée (Benchérif et Campana, 2017). Elles n'en restent pas moins des facteurs de résilience, en tant qu'elles permettent aux groupes qui y ont recours de renforcer leurs capacités à certains moments de leur histoire.

Cela se vérifie pour les deux types d'alliance qui constituent le mouvement djihadiste. D'un côté, les alliances intra-groupes rassemblent des factions, ou encore des individus qui possèdent une position d'autorité et leurs militants. Ansar Dine peut ainsi être considérée à ses débuts comme une alliance intra-groupe entre Iyad ag Ghali, des chefs de trois communautés touaregs (Ifoghas, Idnanes et Taghat-mallet), un notable de Kidal Alghabass ag Intallah, et des membres de l'armée malienne, anciens activistes du groupe armé « Alliance du 23 mai pour le changement », fondé par le même ag Ghali en 2006 (Takiou, 2011). D'un autre côté, apparaissent au gré des stratégies et des circonstances des alliances intergroupes. Ansar Dine a plus ou moins évolué vers cette formule en se rapprochant du FLM et de la *katiba* d'Al Mansour ag Alkassoum. Le JNIM incarne également ce type d'alliances.

Les alliances intergroupes peuvent d'ailleurs dépasser les frontières idéologiques. L'année 2012 a ainsi vu une tentative infructueuse de rapprochement entre le MNLA et

Ansar Dine (Ahmed, 2012). Depuis, aucune alliance *visible* n'a associé les groupes djihadistes à des groupes signataires de l'Accord. Il en va de la crédibilité de ces derniers, considérés comme garants du processus de paix. Toutefois, des liens familiaux et tribaux jettent des ponts au-dessus des allégeances revendiquées. Ils effacent les frontières dressées par le processus de négociation et brouillent certains des efforts menés sur le terrain. Des contacts existeraient ainsi entre Iyad ag Ghali et des dirigeants du Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad (HCUA), membre de la CMA (Maïga, 2016 : 3). Ce groupe, né en mai 2013, est formé en partie d'anciens militants d'Ansar Dine (AFP, 2014). Bien que l'on ne puisse pas parler d'alliance ouverte, cet exemple montre comment les allégeances peuvent se superposer sans s'entrechoquer, offrant aux leaders et aux groupes qui en bénéficient une opportunité de s'insérer dans un jeu à multiples niveaux.

À ce titre, les leaders des factions et des groupes jouent un rôle tout à fait instrumental dans la formation de ces alliances et la constitution de réseaux informels. Ils disposent de ressources relationnelles qui leur permettent d'actionner des ressorts différents en fonction des situations et des objectifs poursuivis. La capacité des chefs des principaux groupes à échapper à la traque dont ils sont l'objet depuis plusieurs années s'explique principalement par leur insertion dans des réseaux à la fois locaux et régionaux. Iyad ag Ghali incarne la diversité et l'hybridité des ressources que peuvent mobiliser la plupart des figures clés du mouvement djihadiste sahélien. Il possède de forts ancrages dans la communauté touarègue, particulièrement dans la région de Kidal, de par ses origines et son rôle dans les rébellions des années 1990. Il constitue une autorité morale, que sa proximité avec la Dawa ne fait que renforcer aux yeux de certains (Harmon, 2016 : 159.)<sup>20</sup>. Il a de plus conservé de solides contacts en Libye, où il a combattu dans les années 1980 au sein de la Légion Verte de Kadhafi (Diarra, 2016). Sa proximité avec des réseaux libyens versant dans la contrebande facilite grandement l'approvisionnement d'Ansar Dine en armes entre autres, et lui ont offert les conditions de son repli après le lancement de Serval. Enfin, Iyad ag Ghali a conservé de nombreux contacts auprès de représentants du gouvernement malien, et d'après certains, auprès des services de sécurité algériens (Abba, 2016; Migaux dans Nilor, 2017). La participation à ces différents réseaux en fait une figure de pouvoir, et décuple les ressources qu'il peut mobiliser en fonction des circonstances. Disposant de moyens importants et d'une grande flexibilité, il a contribué l'inflexion qui a permis au mouvement de gagner en puissance et en visibilité.

### ***Entre violences et implantation locale***

Les groupes djihadistes constituent des acteurs premiers de l'insécurité et sont responsables de nombre d'attaques menées contre des représentants de l'État, des notables

---

<sup>20</sup> Sa conversion à une vision plus rigoriste de l'Islam remonterait aux années 1990; elle se serait opérée au contact de prédicateurs pakistanais de la Jama'at al-Tabligh, alors que cette vision rigoriste de l'Islam commençait à pénétrer l'espace sahélo-saharien (International Crisis Group, 2012 : 13). Son séjour en Arabie Saoudite comme consul du Mali semble l'avoir conforté dans ses croyances (Vogl, 2012), tout comme les relations qu'il a contractées au début et au milieu des années 2000 avec des groupes djihadistes quand il a joué le rôle d'intermédiaire dans la libération d'otages occidentaux (Hofnung, 2013). Par ailleurs, la Dawa est une secte islamique, dont la création a été influencée par des prédicateurs pakistanais de la Jama'at al-Tagligh, implantée au Mali, dans laquelle Iyad ag Ghali et Koufa ont joué un rôle central (Harmon, 2016 : 159).

locaux et les populations locales. La violence, bien que très présente ne représente pourtant pas la seule stratégie mobilisée. Elle est articulée à une stratégie d'implantation locale, qui va de pair avec la mise en place de moyens élargis de recrutement. Le recours à des moyens divers n'est pas nouveau; il trouve des précédents au début du conflit. Toutefois, le lancement de Serval a obligé ces différents groupes à revisiter leur grande stratégie et à privilégier l'ancrage en zones rurales. Ces différents groupes cherchent ainsi, chacun à leur échelle, à saper ce qui reste de crédibilité et de légitimité de l'État malien dans le Nord et dans les zones reculées du Centre, tout en fragilisant le processus de stabilisation. Parallèlement, ils contribuent à la promotion d'un ordre social et politique alternatif, qu'ils tentent d'imposer par la force et par la séduction, stratégie dirigée à l'endroit des jeunes en particulier. Ce faisant, ils apparaissent comme des acteurs premiers de la « politique armée » malienne.

### *Les groupes djihadistes au centre du chaos malien*

Les groupes djihadistes ont recours à un répertoire varié d'actions violentes, qui incluent le terrorisme. Les logiques qui les informent mêlent, comme dans d'autres contextes de guerre civile, attrition, provocation, intimidation, volonté de saboter de la paix et, à certains moments, surenchère avec des groupes de même obédience (Kydd et Walter, 2006)<sup>21</sup>. Cependant, dans un contexte aussi fluide que le contexte malien, certaines actions peuvent être motivées par la vengeance personnelle, ou encore liées à criminalité organisée (contrôle des trafics ou des routes qu'ils suivent; redistribution des dividendes issus de transactions illicites ou de la circulation de ces biens...). Nombreux sont d'ailleurs les officiels maliens et français à considérer que la croissance du trafic de drogue dans la région sahélo-saharienne permet aux groupes djihadistes de financer la guerre asymétrique dans laquelle ils sont engagés (MaliActu.net, 2015; Thioly, 2015). Si tous sont réputés prendre part de manière directe ou indirecte à ce type de trafics, ils ne semblent pas être les seuls groupes armés de la région à bénéficier de cette manne, puisque des membres de la CMA tout comme de la Plateforme y seraient fortement impliqués (Diop, 2015). Certains évoquent même la participation d'officiels maliens, renvoyant à une tendance observée ailleurs, à savoir l'interpénétration entre groupes insurgés, djihadistes/terroristes, criminels et représentants de l'État à tous les niveaux de gouvernance (Baev, 2006 : 81; Campana, 2014 : 48).

À ce titre, les groupes djihadistes s'insèrent dans un jeu dans lequel s'entrecroisent les motivations des différents acteurs impliqués, une tendance que le haut degré de fragmentation de la société malienne et des acteurs en conflit ne fait qu'accentuer. Si la

---

<sup>21</sup> Ces différentes stratégies sont ainsi définies par Kydd and Walter (2006: 51): « In an attrition strategy, terrorists seek to persuade the enemy that the terrorists are strong enough to impose considerable costs if the enemy continues a particular policy. Terrorists using intimidation try to convince the population that the terrorists are strong enough to punish disobedience and that the government is too weak to stop them, so that people behave as the terrorists wish. A provocation strategy is an attempt to induce the enemy to respond to terrorism with indiscriminate violence, which radicalizes the population and moves them to support the terrorists. Spoilers attack in an effort to persuade the enemy that moderates on the terrorists' side are weak and untrustworthy, thus undermining attempts to reach a peace settlement. Groups engaged in outbidding use violence to convince the public that the terrorists have greater resolve to fight the enemy than rival groups, and therefore are worthy of support. »

finalité des attaques s'en trouve quelques fois brouillée, les groupes djihadistes tentent majoritairement de faire dériver un processus de paix déjà très mal en point, tout en remettant en cause les capacités du gouvernement malien et des forces internationales (MINUSMA, G5 Sahel et Barkhane) à ramener la paix et à restaurer un État malien affaibli. Bien que l'amplitude des attaques varie, on observe quatre tendances fortes tout au long des années 2016 et 2017, qui toutes traduisent une montée en puissance des groupes djihadistes. Premièrement, la pression à l'endroit des militaires maliens et des membres des troupes internationales s'est intensifiée. Elle s'exprime par des attaques régulières contre des camps militaires et des convois (i.e. RFI, 2017f).<sup>22</sup> La banalisation de l'usage des engins explosifs improvisés augmente l'incertitude et conforte le sentiment que l'État malien et ses alliés sont incapables d'endiguer la progression des djihadistes, qui montrent leur capacité à occuper le terrain sur de larges proportions du Nord et du Centre du Mali.

Deuxièmement, ils s'emploient à privilégier des attaques à des moments charnières, politiquement chargés. L'attaque-suicide menée le 18 janvier 2017 contre le camp militaire de Gao, rassemblant conformément à l'une des dispositions de l'Accord, des soldats de l'armée malienne et des membres des groupes armés signataires, a retardé la mise en place des patrouilles mixtes (RFI, 2017d). Surtout, elle a renforcé la suspicion entre les Signataires de l'Accord, méfiance qui a ravivé les tensions et conduit à un nouvel affrontement entre la CMA et le GATIA, pourtant censés mener conjointement des patrouilles mixtes (Studio Tamani, 2017). De même, l'intensification des attaques à l'approche des élections régionales, d'abord prévues en décembre 2017, reportées en avril 2018, puis reportées à nouveau, augmente le climat d'insécurité au Nord et au Centre du Mali (Roger, 2017). Sans qu'ils soient seuls responsables de cette situation de chaos, les groupes djihadistes ont largement contribué à l'accentuer, obligeant le gouvernement à reculer et à reconnaître implicitement son impuissance. Le sabotage de la paix passe ainsi par des actions contre toutes les initiatives, politiques et militaires, censées lui donner corps.

Dans cette perspective, se multiplient les assassinats de notables locaux, qui à l'image des maires incarnent de par leurs fonctions l'État (i.e., assassinat du maire de Mondoro dans la ville de Douentza, Diaké, 2017; i.e., assassinat du maire Boni, Keita, 2017). Tous ne sont pas toujours revendiqués, mais ils sont en général imputés aux djihadistes, même si la seule variable « contestation de l'État » ne suffit certainement pas à les expliquer. Quoi qu'il en soit, les djihadistes ont fait des représentants de l'État des cibles premières. Ils concentrent leurs attaques dans la région de Mopti<sup>23</sup> et de Gao, et dans celle des « trois-frontières », sans épargner les territoires sur lesquels ils sont présents au Nord et au Centre du pays. Les collaborations qu'ils ont établies entre eux leur permettent d'assurer une présence simultanée sur plusieurs points stratégiques du territoire. Ce faisant, ils contribuent largement à saper ce qui reste de la confiance en Bamako, et à détruire le maillage institutionnel étatique, déjà fortement déficient sur certains pans du territoire, voire totalement absent. Enfin, les populations locales deviennent des cibles directes ou indirectes. Elles sont particulièrement victimes de l'explosion d'engins explosifs improvisés au passage de bus transportant des civils (i.e. le bus qui a explosé en février 2017 dans la région de Gossi, RFI, 2017e). Cherchant à décrédibiliser l'État et à démontrer

---

<sup>22</sup> Les camps de la MINUSMA et de l'armée malienne sont particulièrement ciblés. Les attaques ne sont pas toujours revendiquées, mais elles sont le plus souvent imputées aux groupes terroristes.

<sup>23</sup> Sylla (2017) répertorie les attaques contre les représentants de l'État dans la seule région de Mopti.

son incapacité à agir et prévenir tout soubresaut de violence, les groupes djihadistes n'hésitent plus à s'en prendre aux populations civiles. Ils maintiennent par là-même un climat de terreur, qui conduit par exemple à la fermeture d'écoles, comme dans les régions de Mopti, Kidal, Ségou, Gao, Tombouctou, Ménaka... (A. Traoré, 2017). Dès lors, ils poussent des communautés entières à se replier sur elles-mêmes, élargissent les lignes de fracture existantes dans certaines régions et renforcent leur emprise sur les territoires sur lesquels ils sont implantés (Sandor, 2017).

### *Les groupes djihadistes comme acteurs locaux des crises maliennes*

L'intervention française de 2013 a contraint Ansar Dine, le MUJAO et AQMI à abandonné les villes qu'ils contrôlaient. Ce qui reste de ces trois groupes se replie principalement dans des zones reculées (International Crisis Group, 2017c). Possédant une fine connaissance du terrain et des contacts dans plusieurs communautés, ils se fondent dans les populations locales. Les années 2013 et 2014 sont celles de la réorganisation, et de la mise en œuvre d'une stratégie d'implantation locale quelque peu revisitée. Comme nous le rappelle McAdam, « episodes of contention almost always develop within established social settings » (2003: 288). La plupart des groupes armés non-étatiques résultent ainsi, nous l'avons dit, d'une alliance – stratégique ou circonstancielle – entre des élites locales, des communautés, des factions et des individus. Leur degré d'ancrage dans des réseaux préexistants déterminent pour beaucoup l'éventail des stratégies qu'ils peuvent mobiliser. En effet, les relations entre ces groupes et la base sociale qu'ils disent représenter conditionnent en grande partie leur poids politique, et les ressources dont ils disposent (Staniland, 2014; Sarbahi, 2014; Mosinger, 2017). Le lancement de l'opération Serval a certes constitué un frein important à la mise en œuvre de leur agenda, mais elle n'a au final que déstabilisé momentanément la plupart de ces groupes. C'est particulièrement vrai pour Ansar Dine, qui peut se prévaloir d'une insertion dans un solide maillage social. La naissance de groupes djihadistes peuls ou autres et leur ralliement à l'organisation d'Iyad ag Ghali n'a fait que renforcer le poids des acteurs maliens au sein d'un mouvement djihadiste auparavant dominé par AQMI et al-Mourabitoune.<sup>24</sup>

Les zones rurales ont ainsi servi de points d'appui à une conquête qui n'est plus tant territoriale que dirigée vers les cœurs et les esprits. En 2012, l'accent avait été mis sur les territoires que les groupes djihadistes contrôlaient sur la régulation des comportements par l'instauration d'une peur diffuse, elle-même basée sur une répression de pratiques désormais prohibées<sup>25</sup> (Human Right Watch, 2012; Amnestie International, 2013). L'imposition d'un nouvel ordre social, basé sur la Charia, impliquait une présence visible, que la donne militaire ne permet plus d'exercer de la même façon. S'ils poursuivent le même objectif, ils ont ajusté leurs stratégies. Ils ne se jouent plus uniquement de la crainte qu'ils continuent à inspirer dans les populations, mais travaillent à augmenter leur attractivité et leur légitimité. Ils ne cherchent pas uniquement à décrédibiliser l'État, mais à

---

<sup>24</sup> Ces deux organisations apparaissent quelque peu en retrait au Mali et plus largement dans l'espace sahélien. Al-Mourabitoune est moins active depuis la mort présumée de son leader, alors que le leadership central d'AQMI, replié en Algérie et en Tunisie, semble déconnecté des réalités maliennes.

<sup>25</sup> Ces comportements incluent sans s'y limiter : écouter de la musique, fumer, boire... Les femmes avaient également interdiction de sortir de chez elles sans être voilées.

offrir une alternative, dans un contexte marqué par une forte incertitude et la montée d'un Islam ultra-conservateur.

Ce faisant, ils ont recours à des stratégies et des discours déjà mobilisés au début du conflit. Ces derniers semblent toutefois avoir une résonance plus forte dans le contexte de dégradation sécuritaire et d'impasse politique dans lequel se trouve le Mali depuis 2015. Ils s'affichent ainsi en acteurs de la gouvernance locale. Ils s'attachent en particulier à offrir de la sécurité là où l'État se montre incapable d'arbitrer des querelles locales (Dowd, 2015 : 521-522; International Crisis Group, 2016). Parce qu'ils maîtrisent l'environnement social et les codes qui s'y rattachent, et qu'ils se posent en vecteur du renouveau, ils apparaissent aux yeux de certains comme des acteurs crédibles.<sup>26</sup> Ils en profitent pour imposer un cadre normatif qui rejoigne leur agenda politique et religieux. Les groupes djihadistes présents au Centre du Mali et plus particulièrement dans le Macina instrumentalisent les tensions entre Peuls et Dogons et Bambaras d'un côté, et Peuls et Touaregs Tamasheq d'un autre côté, pour inciter les jeunes Peuls à les rejoindre (Fulton et Nickels, 2017). Ce faisant, ils s'insèrent dans le complexe maillage des relations de pouvoir intra et intercommunautaires pour tenter d'en modifier les équilibres de l'intérieur et de s'imposer comme une solution à la marginalisation ressentie par nombre de jeunes Peuls.

À ce rôle d'arbitre, se superpose la tentative d'incarner un ordre social nouveau, qui fasse fi des effets des stratifications sociales et des lignes de fracture ethniques, claniques et tribales qui structurent la société malienne. Les djihadistes se font ainsi les chantres de la « justice sociale » et font de l'Islam, dans la version ultra-conservatrice qu'ils propagent, un vecteur d'unification au-delà des appartenances ethniques, claniques, tribales et familiales, et un marqueur identitaire central. Cet argument est particulièrement mobilisé auprès des jeunes, en mal de repères et à l'horizon social bouché. Les messages de propagande, diffusés lors d'actions de prosélytisme diverses incluant des prêches, organisées sur les places publiques des villages (RFI, 2017g), actionnent ces ressorts discursifs, défiant l'État, fustigeant l'Occident et menaçant ceux qui ne se rallieraient pas à « la cause ». S'ils continuent à proposer des incitatifs financiers qui peuvent s'avérer déterminants ou à promettre de sortir les plus démunis de la pauvreté (Dembélé, 2015), ils se posent également en défenseurs des communautés marginalisées et/ou particulièrement ciblées par les opérations des forces armées maliennes qui les assimilent à des terroristes (Sangaré, 2016). Ils tentent donc de s'imposer comme les opposants les plus sûrs à l'État malien et à ses politiques.

Surtout, ils continuent à sillonner les zones désertées par l'État, dans lesquelles ils semblent s'être durablement (ré)-implantés. Leur influence se lit dans différents domaines et pratiques (Le Mondafrique, 2017). La collaboration quelques fois tacite des populations locales, qui cherchent avant tout à éviter d'être ciblées lors des attaques contre des camps militaires ou des bases de la MINUSMA, peut faciliter leur entreprise (Piccinin da Patra, 2017). Mais les constats pointent plutôt vers une présence locale, soutenue par l'implantation d'un Islam ultra-conservateur, la force des liens familiaux et claniques, et les actions d'anciens membres de ces groupes, arrêtés, puis libérés, et qui après avoir regagné leur village continuent à agir comme relai ou soutien. Enfin, l'activisme des groupes djihadistes et le maintien à distance de l'État peut faire l'affaire de beaucoup, qui profitent de cette situation pour continuer à commercer sans payer de taxes, mêlant

---

<sup>26</sup> Les dynamiques à l'œuvre ne sont pas très éloignées de ce que l'on observe dans certaines régions d'Afghanistan, qui ont vu une réinstallation des Talibans. À ce sujet (Baczko, 2013).

transactions licites et illicites, trafics dans lesquels les groupes armés non-étatiques de toute obédience sont impliqués (Piccinin da Patra, 2017). L'opportunisme des uns et des autres l'emportent sur des considérations à long terme, contribuant au chaos malien. Les groupes djihadistes montrent toutefois leur habileté et leurs capacités à exploiter les crises actuelles qui se superposent et à les utiliser pour s'imposer dans le Nord et le Centre du Mali comme des acteurs locaux devenus incontournables.

### **En guise de conclusion : faut-il négocier avec certains chefs djihadistes ?**

Nous l'avons sous-entendu dès l'introduction, la réponse à cette question s'avère très délicate tant elle est chargée politiquement. La réponse la plus directe que les gouvernements y opposent est en règle générale négative. La stigmatisation qui accompagne l'accusation de terrorisme ne souffre en effet d'aucun relâchement. Puisque les négociations, voire même les simples discussions, agissent comme des instances de légitimation, nul ne souhaite s'engager dans un tel processus. Toutefois, et c'est là toute la difficulté, les groupes djihadistes qui versent dans le terrorisme sont plus que des groupes terroristes. Ils constituent des acteurs centraux de la « politique armée » malienne, rôle que leur insertion dans des réseaux interpersonnels qui impliquent souvent membres des groupes signataires, représentants du gouvernement, membres d'autres groupes armés ne participant pas au processus de paix mais y revendiquant un rôle, et criminels, ne fait qu'amplifier dans le contexte chaotique que traverse le pays depuis 2015. Alors que l'année 2018 s'annonce comme un moment charnière au cours duquel au moins deux consultations électorales devraient être organisées, leur présence ne pourrait devenir que plus visible. Les élections, si elles ont lieu, et la redistribution des positions de pouvoir qu'elles sont susceptibles d'entraîner, vont ouvrir une période de profonde instabilité, qui pourrait profiter à un mouvement djihadiste malien qui a regagné puissance, confiance et confirmé son emprise sur le Nord et le Centre du Mali.

Dans un contexte dans lequel les tensions se superposent et s'alimentent les unes les autres, il devient difficile de laisser place à un dialogue que certains appellent pourtant de leurs vœux. Il n'est certes pas question de renouer avec tous les chefs djihadistes, mais de tendre la main à ceux qui sont le plus ancrés au niveau local et qui sont donc le plus susceptibles d'avoir de l'ascendant sur leurs partisans et sympathisants. Amadou Koufa a ainsi été approché par l'ex-président de l'Assemblée nationale, une autorité morale au pays, bien que Bamako ait vu d'un mauvais œil cette initiative (Abba, 2017a). Les discussions semblent ne rien avoir donné de concret, mais ont montré que les canaux de communication n'étaient pas totalement fermés. Ce dernier constat peut sonner comme une évidence tant la proximité de certains hommes de Bamako avec des chefs djihadistes est avérée<sup>27</sup>.

Dès lors la question n'est peut-être pas tant : doit-on négocier avec les terroristes, que comment démêler l'écheveau malien duquel ils ne constituent au final qu'un maillage ? Le désamorçage d'un groupe armé peut fonctionner, comme l'exemple récent de l'Alliance nationale pour la sauvegarde de l'identité peule et la restauration de la justice, le montre (RFI, 2016d). Toutefois, il semble que l'enracinement du conflit dans la durée et l'orientation prise par plusieurs chefs djihadistes d'un côté, Bamako et ses alliés d'un autre

---

<sup>27</sup> Par exemple les liens passés, que certains estiment encore actifs, entre le président des autorités intérimaires de la ville de Kidal, Hassan Ag Fagaga et Iyad ag Ghali (RFI, 2017h).

côté, rendent ce processus complexe pour ne pas dire impossible en l'état. L'occultation des dynamiques locales et de la prépondérance dans le conflit des luttes de pouvoir que l'Accord de Bamako n'a fait qu'exacerber a durablement enrayé le processus de paix. Il en est de même des enjeux sociétaux et politiques peu soulevés. L'un d'entre eux concerne la place de l'Islam et une régulation de la religion, même si une telle éventualité comporte des risques (International Crisis Group, 2017a). Cependant, l'enjeu le plus central renvoie à la légitimité d'un État en perte de vitesse et complètement décrédibilisé sur des pans entiers de son territoire. Il n'a pourtant été que trop peu posé, alors même qu'il constitue la faille dans laquelle s'engouffre nombre de groupes armés, au nombre desquels les djihadistes.

## RÉFÉRENCES

- Abba, Sédik (2016). « Comment Alger protège le djihadiste Iyad Ag-Ghali avec l'aide de Paris ». *Le Monde* 6 octobre, [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/06/comment-alger-protège-le-djihadiste-iyad-ag-ghali-avec-l-aide-de-paris\\_5009126\\_3212.html#mh67B73Ap89c1GJp.99](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/06/comment-alger-protège-le-djihadiste-iyad-ag-ghali-avec-l-aide-de-paris_5009126_3212.html#mh67B73Ap89c1GJp.99)
- Abba, Sédik (2017a). « Alioune Nouhoum Diallo, le patriarche malien qui veut raisonner le djihadiste Amadou Koufa ». *Le Monde* 30 août, [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/30/alioune-nouhoum-diallo-le-patriarche-malien-qui-veut-raisonner-le-djihadiste-amadou-koufa\\_5178636\\_3212.html#OOQTp8xuFKyptL0B.99](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/30/alioune-nouhoum-diallo-le-patriarche-malien-qui-veut-raisonner-le-djihadiste-amadou-koufa_5178636_3212.html#OOQTp8xuFKyptL0B.99)
- Abba, Sédik (2017b). « Jafar Dicko, le nouveau visage du djihadisme au Burkina Faso ». *Le Monde*, 21 décembre, [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/21/jafar-dicko-le-nouveau-visage-du-djihadisme-au-burkina-faso\\_5232877\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/21/jafar-dicko-le-nouveau-visage-du-djihadisme-au-burkina-faso_5232877_3212.html)
- AFP (2014). « Mali : des djihadistes présents à Kidal ? ». *Le Point* 19 août, [http://afrique.lepoint.fr/actualites/mali-des-djihadistes-presents-a-kidal-19-08-2014-1857620\\_2365.php](http://afrique.lepoint.fr/actualites/mali-des-djihadistes-presents-a-kidal-19-08-2014-1857620_2365.php)
- AFP (2015a). « Le chef islamiste Ag Ghali de retour à Kidal au Mali, selon Der Spiegel ». *Africatime.com* 10 février, <http://fr.africatime.com/mali/articles/le-chef-islamiste-ag-ghali-de-retour-kidal-au-mali-selon-der-spiegel>
- AFP (2015b). « Mali: deux groupes jihadistes à l'assaut du Centre et du Sud ». *Africa 1*, 23 septembre, <http://www.africa1.com/spip.php?article58748>
- AFP (2016). « L'Américain enlevé au Niger probablement aux mains du groupe jihadiste Mujao ». *Jeune Afrique* 16 octobre, <http://www.jeuneafrique.com/365893/politique/lamericain-enleve-niger-probablement-aux-mains-groupe-jihadiste-mujao/>
- AFP (2017). « Mali : l'état d'urgence prorogé d'un an ». *Jeune Afrique* 21 octobre, <http://www.jeuneafrique.com/depeches/485459/politique/mali-letat-durgence-proroge-dun-an/>

- Ahmed, Baba (2012). « Mali – Bilal Ag Achérif (MNLA): ‘Ansar Eddine peut obtenir qu’Aqmi quitte l’Azawad’ ». *Jeune Afrique* 13 juin, <http://www.jeuneafrique.com/175643/politique/mali-bilal-ag-ach-rif-mnla-ansar-eddine-peut-obtenir-quaqmi-quitte-l-azawad/>
- Ahmed, Baba (2016). « Mali : comment la DGSE a arrêté Souleymane Keïta, l’émir d’Ansar Eddine du Sud ». *Jeune Afrique* 4 avril, <http://www.jeuneafrique.com/315579/politique/mali-comment-la-dgse-a-arrete-souleymane-keita-lemir-dansar-eddine-du-sud/>
- AllAfrica. (2011). « Naissance d’un mouvement Jihadiste Touareg dirigé par Iyad Ag Ghali ». *AllAfrica* 15 décembre.
- Amnesty International (2013). *Mali: un agenda pour les droits humains*. <https://www.amnesty.org/fr/documents/AFR37/006/2013/fr/>
- Amghar, Samir (2011). *Le salafisme d'aujourd'hui. Mouvements sectaires en Occident* (Paris, Michalon).
- Archer, Corinne (2017). “Progress with formation of Sahel force triggers union of Jihadist rivals in Mali, raising terrorism risks”. *IHS Jane's Country Risk Daily Report*, 19 December, <http://www.janes.com/article/76517/progress-with-formation-of-sahel-force-triggers-union-of-jihadist-rivals-in-mali-raising-terrorism-risks>
- Agence Afrique (2017). « Le Mali défend les progrès réalisés dans le cadre de l’accord de paix, devant l’ONU ». 6 octobre, <http://www.agenceafrique.com/11574-mali-defend-progres-realises-cadre-de-laccord-de-paix-devant-lonu.html>, consulté le 9 janvier 2018.
- Baczko, Adam (2013). “Les conflits fonciers comme catalyseurs des guerres civiles: chefs de guerre, militaires américains et juges Taliban dans la Kuna.” *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 133 : 115-132.
- Baev, Pavel (2006). « Contre-terrorisme et islamisation du Caucase du Nord ». *Politique étrangère* 1: 79-89.
- Bakke, Kristin M., Kathleen Gallagher Cunningham and Lee J. M. Seymour (2012). “A Plague of Initials: Fragmentation, Cohesion, and Infighting in Civil Wars.” *Perspectives on Politics* 10(2): 265-283.
- Benchérif, Adib (2012). « Al-Qaïda au Maghreb islamique : une hiérarchie en redéfinition sous fond de crise ». *Chronique*, Observatoire sur le Moyen-Orient et l’Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, 11 décembre, [https://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/terrorisme/fichiers/alqai%CC%88da\\_au\\_maghreb\\_islamique\\_une\\_hie%CC%81rarchie\\_en\\_rede%CC%81finition\\_sous\\_fond\\_de\\_crise.pdf](https://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/terrorisme/fichiers/alqai%CC%88da_au_maghreb_islamique_une_hie%CC%81rarchie_en_rede%CC%81finition_sous_fond_de_crise.pdf)
- Benchérif, Adib (2012). « Al-Qaïda au Maghreb islamique : Une organisation changeante entre survivance et pragmatisme ». Essai de maîtrise en Études internationales sous la direction de la professeure Aurélie Campana, Institut Québécois des Hautes Études Internationales,

[http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/terrorisme/fichiers/essai\\_bencherif\\_versionfinale.pdf](http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/terrorisme/fichiers/essai_bencherif_versionfinale.pdf)

- Benchérif, Adib (2017). “From Resilience to Fragmentation: Al Qaeda in the Islamic Maghreb and Jihadist Group Modularity.” *Terrorism and Political Violence*, DOI: 10.1080/09546553.2017.1351956
- Benchérif, Adib et Aurélie Campana (2017). “Alliances of convenience: assessing the dynamics of the Malian insurgency”, special issue « Political Islam in North Africa, the Sahel and Beyond.” *Mediterranean Politics* 22(1): 115-134.
- Benchérif, Adib (2018). *De la « question touarègue » à celle des mémoires du conflit : Pour une réconciliation malienne*. Montréal : Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand, Université du Québec à Montréal.
- Boutellis, Arthur et Marie-Joëlle Zahar (2017). *A Process in Search of Peace: Lessons from the Inter-Malian Agreement*. (New York: International Peace Institute), June, <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/06/IPI-Rpt-Inter-Malian-AgreementFinalRev.pdf>
- Byman, Daniel (2014). “Buddies or burdens? Understanding the Al-Qaeda relationship with its affiliate organizations.” *Security Studies* 23(3): 431–470.
- Campana, Aurélie (2014). “Les échecs des politiques anti-terroristes russes au Caucase du Nord », *Criminologie* 47(2) : 35-56.
- Campana, Aurélie et Cédric Jourde (2017). “Islamist social movements and political forces in North Africa, the Sahel and Beyond”, special issue « Political Islam in North Africa, the Sahel and Beyond.” *Mediterranean Politics* 22(1): p.1-15.
- Carayol, Rémi (2015,). « Mali : Keïta et Koufa, l’inquiétant duo terroriste du Sud ». *Jeune Afrique* 3 décembre, <http://www.jeuneafrique.com/mag/280602/politique/mali-keita-koufa-linquietant-duo-terroriste-sud/>
- Casey-Malsen, Stuart (ed.) (2015). *The War Report. The Armed Conflict in 2013* (Oxford: Oxford University Press).
- Charbonneau, Bruno (2017). « Intervention in Mali : Building Peace between Peacekeeping and Counterterrorism ». *Journal of Contemporary African Studies* 35(4): 415-431.
- Chauzal, Grégory and Thibault van Damme (2015). “The roots of Mali’s conflict Moving beyond the 2012 crisis.” *CRU Report*, March, Netherlands Institute of International Relations Clingendael.
- Chena, Salim et Antonin Tisseron (2013). « Rupture d'équilibres au Mali. Entre instabilité et recompositions ». *Afrique contemporaine* 245: 71-84.
- Craven-Matthews, Catriona and Pierre Englebert (2017). “A Potemkin state in the Sahel? The empirical and the fictional in Malian state reconstruction.” *African Security*, DOI: 10.1080/19392206.2017.1419634

- Crétois, Jules (2017). “Fusion de groupes jihadistes au Sahel, sous la bannière d’Al-Qaïda”. *Jeune Afrique* 2 mars, <http://www.jeuneafrique.com/408773/politique/fusion-de-groupes-jihadistes-sahel-banniere-dal-qaïda/>
- Cunningham, Kathleen Gallagher; Kristin Bakke & Lee Seymour (2012). “Shirts today, skins tomorrow: Dual contests and the effects of fragmentation in self-determination disputes.” *Journal of Conflict Resolution* 56(1): 67–93.
- Della Porta, Donatella, Teije Hidde Donker, Bogumila Hall, Emin Poljarevic and Daniel P. Ritter (2017). *Social Movements and Civil War. When Protests for Democratization Fail* (London and New York: Routledge).
- De Rouen Karl R. Jr. and Jacob Bercovitch (2008). “Enduring Internal Rivalries: A New Framework for the Study of Civil War.” *Journal of Peace Research* 45(1): 55-74.
- Cunningham, Kathleen Gallagher; Kristin Bakke & Lee Seymour (2012). “Shirts today, skins tomorrow: Dual contests and the effects of fragmentation in self-determination disputes.” *Journal of Conflict Resolution* 56(1): 67–93.
- Diaké, A. (2017). “Douentza : le maire de Mondoro assassin.” *Malijet* 28 janvier 2017, [http://malijet.com/actualite\\_dans\\_les\\_regions\\_du\\_mali/rebellion\\_au\\_nord\\_du\\_mali/176346-douentza-le-maire-de-mondoro-assassine.html](http://malijet.com/actualite_dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/176346-douentza-le-maire-de-mondoro-assassine.html)
- Diarra, Abulaye (2015). “Composée d’anciens membres du MUJAO : La Force de libération du Macina, l’un des bras armés d’Iyad Ag Ghaly, sème la terreur dans la région de Mopti ». *MaliActu.info* 17 mars, <http://maliactu.info/nord-mali/composee-danciens-membres-du-mujao-la-force-de-liberation-du-macina-lun-des-bras-armes-diyad-ag-ghaly-seme-la-terreur-dans-la-region-de-mopti>
- Diarra, Abulaye (2016). « De la Libye au Pakistan : Iyad Ag Ghali, le parcours d’un monstre « fidèle » au Mali. » *Le Républicain Malien* 25 janvier, [http://malijet.com/actualite\\_dans\\_les\\_regions\\_du\\_mali/rebellion\\_au\\_nord\\_du\\_mali/145052-de\\_la\\_liby\\_pakistan\\_ghali\\_montre.html](http://malijet.com/actualite_dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/145052-de_la_liby_pakistan_ghali_montre.html)
- Diop, Massiré (2015). « Mali : Contrôle des routes commerciales du trafic de drogue et des armes au Sahel : La principale raison de la tergiversation de la CMA à signer l’accord ». *MaliActu.Net* 28 mai, <http://maliactu.net/mali-contrôle-des-routes-commerciales-du-traffic-de-drogue-et-des-armes-au-sahel-la-principale-raison-de-la-tergiversation-de-la-cma-a-signer-laccord/>
- Dembélé, Charles (2015). « Mali : La Pauvreté ou l’anti chambre de la Radicalisation puis du Terrorisme ». *MaliActu.Net* 30 août, <http://maliactu.net/mali-la-pauvrete-ou-lanti-chambre-de-la-radicalisation-puis-du-terrorisme/>
- Dowd, Catriona (2015). « Grievances, Governance and Islamist Violence in Sub-Saharan Africa ». *Journal of Modern African Studies* 53(4): 505-534.
- Duhem, Vincent (2013). « Mali : le MIA, dissidence d’Ansar Eddine, demande “l’arrêt des hostilités” ». *Jeune Afrique* 24 janvier, <http://www.jeuneafrique.com/172550/politique/mali-le-mia-dissidence-d-ansar-eddine-demande-l-arr-t-des-hostilit-s/>

- Fjelde, Hanne and Desirée Nilsson (2012). “Rebels against Rebels: Explaining Violence between Rebel Groups.” *Journal of Conflict Resolution*, 56(4): 604-628.
- Fulton, Kaley and Benjamin P. Nickels (2017). “Africa’s Pastoralists: A New Battleground for Terrorism.” Africa Center for Strategic Studies, 11 January, <https://africacenter.org/spotlight/africa-pastoralists-battleground-terrorism/>
- FIDH et AMDH (2017). “Mali : Terrorisme et impunité font chanceler un accord de paix fragile ». *Note de position conjointe n° 692*, mai, [https://www.fidh.org/IMG/pdf/note\\_mali\\_mai\\_2017\\_fr\\_web.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/note_mali_mai_2017_fr_web.pdf)
- Fourt, Olivier (2016). « Libye: Mokhtar Belmokhtar blessé mais vivant? ». *RFI* 14 décembre, <http://www.rfi.fr/afrique/20161214-libye-mokhtar-belmokhtar-blesse-mais-vivant-middle-east-eye>
- France 24 avec AFP (2015a). « Sahel : un chef d'Al-Mourabitoune prête allégeance à l'organisation de l'État islamique ». 15 mai, <http://www.france24.com/fr/20150514-sahel-groupe-jihadiste-prete-allegeance-organisation-etat-islamique-belmokhtar-sahraoui-mourabitoune>
- France 24 avec AFP (2015b), « Mokhtar Belmokhtar récuse l'allégeance du groupe Al-Mourabitoune à l'EI ». 15 mai, <http://www.france24.com/fr/20150515-mokhtar-belmokhtar-al-mourabitoune-dement-allegeance-organisation-etat-islamique>
- Gros Philippe, Jean-Jacques Patry et Nicole Viboux (2013). « Serval : Bilan et Perspectives ». *Note 16/13*, Fondation pour la Recherche Stratégique, Juin, <https://www.files.ethz.ch/isn/165705/201316.pdf>
- Guichaoua Yvan et Mathieu Pellerin (2017). *Faire la paix et construire l'État. Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéniennes au Niger et au Mali*, IRSEM, juillet, <https://www.ifri.org/fr/publications/publications-ifri/articles-ifri/faire-paix-construire-letat-relations-entre-pouvoir#sthash.drHiaRnr.dpbs>
- Harmon, Stephen A. (2016). *Terror and Insurgency in the Sahara-Sahel Region: Corruption, Contraband, Jihad and the Mali War of 2012-2013* (London and New York: Routledge).
- Hofnung, Thomas (2013). « Otages français : Ag-Ghaly au centre du jeu sahéni ». *Libération* 15 septembre, [http://www.liberation.fr/planete/2013/09/15/otages-francais-ag-ghaly-au-centre-du-jeu-sahelien\\_932155](http://www.liberation.fr/planete/2013/09/15/otages-francais-ag-ghaly-au-centre-du-jeu-sahelien_932155)
- Human Right Watch (2012). *Mali : Les groupes armés islamistes sèment la peur dans le Nord*. 25 septembre, <https://www.hrw.org/fr/news/2012/09/25/mali-les-groupes-armes-islamistes-sement-la-peur-dans-le-nord>
- Human Right Watch (2017). *Recrudescence des abus commis par les groupes islamistes et du banditisme*, Nairobi, 18 janvier, <https://www.hrw.org/fr/news/2017/01/18/mali-recrudescence-des-abus-commis-par-les-groupes-islamistes-et-du-banditisme>
- International Crisis Group (2012). « Mali: Éviter l'escalade ». *African Report* 189, 18 July (Brussels: An International Crisis Group Publication), <https://www.crisisgroup.org/fr/afrique/west-afrique/mali/mali-avoiding-escalation>

- International Crisis Group (2016). « Mali central : la fabrique d'une insurrection ? » *Rapport Afrique* 238, juillet, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/238-central-mali-an-uprising-in-the-making-french.pdf>
- International Crisis Group (2017a). « Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction », *Rapport Afrique* 249, juillet, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/249-islam-et-politique-au-mali-entre-realite-et-fiction.pdf>
- International Crisis Group (2017b). « Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad », *Rapport Afrique* 254, 12 octobre, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-fasos-north>
- International Crisis Group (2017c). « Forced out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural », *Commentary*, 11 January, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/forced-out-towns-sahel-africas-jihadists-go-rural>
- Jambot, Steven (2014). « Nord-Mali : Ibrahim Ag Mohamed Assaleh crée un mouvement dissident du MNLA ». *France 24*, 29 mars, <http://www.france24.com/fr/20140319-nord-mali-ibrahim-ag-mohamed-assaleh-mouvement-mnla>
- Jeune Afrique (2014). « Mali : les jihadistes d'Ansar Eddine refont surface ». *Jeune Afrique* avec *AFP*, 30 décembre, <http://www.jeuneafrique.com/36558/politique/mali-les-jihadistes-d-ansar-eddine-refont-surface/>
- Jeune Afrique (2016). « Mali : des Peuls dénoncent des exactions contre leur communauté ». *Jeune Afrique* avec *AFP*, 24 avril, <http://www.jeuneafrique.com/320698/politique/mali-peuls-denoncent-exactions-contre-communaute/>
- Jourde Cédric (2017). « How Islam Intersects Ethnicity and Social Status in Sahel ». *Journal of Contemporary African Studies* 35(4) : 432-450.
- Jublin, Matthieu (2015). « Qui sont les Mujao, les terroristes qui revendiquent l'attaque d'un véhicule de la Croix Rouge dans le Nord Mali ? ». *Vice News* 31 mars, <https://news.vice.com/fr/article/qui-sont-les-mujao-nord-mali>
- Kalyvas Stathis (2003). «The Ontology of 'Political Violence:' Action and Identity in Civil Wars.» *Perspectives on Politics* 1(3): 475-94.
- Kalyvas, Stathis (2006). *The Logic of Violence in Civil War* (Cambridge: Cambridge University Press).
- Kalyvas, Stathis (2007). «Civil wars.» In Charles Boix and Susan C. Stokes (eds.) *The Oxford handbook of Comparative Politics* (Oxford: Oxford University Press): 416-439.
- Kalyvas, Stathis (2008). «Promises and pitfalls of an emerging research program: the microdynamics of civil war.» In Sathis Kalyvas, Ian Shapiri and Tarek Massoud (eds), *Order, Conflict and Violence* (Cambridge: Cambridge University Press): 397-421.
- Keïta, A. (2017). «Mali : Le maire de Boni lâchement assassiné dans une ruelle de sa contrée». *Le témoin* 24 janvier, <http://maliactu.net/mali-le-maire-de-boni-lachement-assassine-dans-une-ruelle-de-sa-contree/>

- King, Charles (2004). "The 'Micropolitics of Violence'." *World Politics* 56(3) : 431-455.
- Kydd, Andrew and Barbara Walter (2006). "The Strategies of Terrorism." *International Security* 31(1): 49-79.
- L'Indicateur du Renouveau* (2016). « Portrait : Qui est le chef d'Ançar Eddine-Sud ». *Maliweb.net* 1er avril, <http://www.maliweb.net/people/portrait/portrait-chef-dancar-eddine-sud-1506722.html>
- Le Mondafrique (2017). « Nord Mali, un couple lapidé pour "concubinage" ». *Le Mondafrique* 18 mai, <https://mondafrique.com/77-morts-a-gao-de-sortie-de-crise-prevue-mali/>
- Le Monde.fr* (2013). « Les dessous de la rupture entre AQMI et Mokhtar Belmokhtar », *Le Monde*, 29 mai, [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/05/29/les-dessous-de-la-rupture-entre-aqmi-et-mokhtar-belmokhtar\\_3420473\\_3212.html#sH0JtT7VkVQ7zJMQ.99](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/05/29/les-dessous-de-la-rupture-entre-aqmi-et-mokhtar-belmokhtar_3420473_3212.html#sH0JtT7VkVQ7zJMQ.99)
- Le Monde avec AFP* (2013). « AQMI confirme la mort d'Abou Zeid ». 16 juin, [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/06/16/aqmi-confirme-la-mort-d-abou-zeid\\_3430983\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/06/16/aqmi-confirme-la-mort-d-abou-zeid_3430983_3212.html)
- Maïga, Ibrahim (2016). "Armed groups in Mali: Beyond the labels." *West Africa Report* 17, Institute for Security Studies, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/WestAfricaReport17.pdf>
- Malaghardis, Maria (2017). "Au Mali, les chiffres inquiétants de la guerre invisible ». *Libération* 13 janvier, [http://www.liberation.fr/planete/2017/01/13/au-mali-les-chiffres-inquietants-de-la-guerre-invisible\\_1540988](http://www.liberation.fr/planete/2017/01/13/au-mali-les-chiffres-inquietants-de-la-guerre-invisible_1540988)
- MaliActu.Net* (2015). « Mali: le trafic de drogue « problème majeur » qui nourrit le conflit (ministre) ». *MaliActu.Net* 1<sup>er</sup> octobre, <http://maliactu.net/mali-le-traffic-de-drogue-probleme-majeur-qui-nourrit-le-conflit-ministre/>
- MaliActu.Net* (2016). « Mali: arrestation du numéro deux d'une faction jihadiste active dans le Nord (sources militaire et de sécurité) ». *MaliActu.Net* 24 novembre, <http://maliactu.net/mali-arrestation-du-numero-deux-dune-faction-jihadiste-active-dans-le-nord-sources-militaire-et-de-securite/>
- Maupas, Stéphanie (2016). « Destructions à Tombouctou: un procès devant la CPI pour l'histoire du Mali. » *RFI*, 23 août, <http://www.rfi.fr/afrique/20160822-cpi-ouverture-proces-destruction-mausolees-tombouctou-abou-tourab-al-mahdi-al-faqi>
- McAdam, Doug, Sidney Tarrow and Charles Tilly (2001). *Dynamics of Contention* (Cambridge: Cambridge University Press).
- McAdam, Doug (2003). "Beyond structural analysis: toward a more dynamic understanding of social movements." In Mario Diani and Doug McAdam (eds.). *Social Movements and Networks: Relational Approaches to Collective Action* (Oxford: Oxford University Press): 281-298.

- Mémier, Marc (2017). "AQMI et Al-Mourabitoune: le djihad sahélien réunifié". *Études de l'Ifri*, janvier, <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/notes-de-lifri/aqmi-al-mourabitoun-djihad-sahelien-reunifie>
- Menastream (2017). «Burkina Faso: Ansaroul Islam pledging allegiance to the Islamic State? Maybe or Maybe Not...» *Menastream*, 17 avril, <http://menastream.com/burkina-faso-ansaroul-islam-pledging-allegiance-to-the-islamic-state-maybe-or-maybe-not/>
- MSA-CJA (2017). *Note d'information CJA-MSA*, 14 novembre, <http://www.msa-azawad.com/actualites/58-note-d-information-cja-msa.html>
- Moghadam, Assaf, Ronit Berger and Polina Beliakova (2014). "Say Terrorist, Think Insurgent: Labeling and Analyzing Contemporary Terrorist Actors." *Perspectives on Terrorism* 8(5), <http://www.terrorismanalysts.com/pt/index.php/pot/article/view/374/745>
- Mosinger, Eric S. (2017). "Brothers or others in arms? Civilian constituencies and rebel fragmentation in civil war." *Journal of Peace Research*, <https://doi.org/10.1177/0022343316675907>
- Nilor, Marie (2017). « Terrorisme - Philippe Migaux : "Iyad ag Ghali veut changer de dimension » ». *Le Point* 25 juillet, [http://afrique.lepoint.fr/actualites/terrorisme-philippe-migaux-iyad-ag-ghali-veut-changer-de-dimension-25-07-2017-2145714\\_2365.php](http://afrique.lepoint.fr/actualites/terrorisme-philippe-migaux-iyad-ag-ghali-veut-changer-de-dimension-25-07-2017-2145714_2365.php)
- Pham, Peter J. (2011). "The Dangerous 'Pragmatism' of Al Qaeda in the Islamic Maghreb." *The Journal of the Middle East and Africa* 2(1): 15–29.
- Piccinin da Patra, Pierre (2017). "MALI (et Mauritanie) – Reportage exclusif – Afrique de l'Ouest : une guerre à venir (1/2)." *Le Courrier du Maghreb et de l'Orient* 38, novembre-décembre, <https://lecourrierdumaghrebetdelorient.info/mali/mali-et-mauritanie-reportage-exclusif-afrique-de-louest-une-guerre-a-venir-12/>
- RFI (2015). « Mali: qui est Amadou Koufa, ce prêcheur radical qui inquiète? » *RFI* 6 juillet, [http://www.rfi.fr/afrique/20150706-mali-amadou-koufa-precheur-radical-inquiete-mopti-iyad-ag-ghali-dawa/?aef\\_campaign\\_date=2015-07-06&aef\\_campaign\\_ref=partage\\_user&ns\\_campaign=reseaux\\_sociaux&ns\\_linkname=editorial&ns\\_mchannel=social&ns\\_source=twitter](http://www.rfi.fr/afrique/20150706-mali-amadou-koufa-precheur-radical-inquiete-mopti-iyad-ag-ghali-dawa/?aef_campaign_date=2015-07-06&aef_campaign_ref=partage_user&ns_campaign=reseaux_sociaux&ns_linkname=editorial&ns_mchannel=social&ns_source=twitter)
- RFI (2016a). « Mali: le groupe État islamique officialise sa présence au Sahel ». *RFI* 31 octobre, <http://www.rfi.fr/afrique/20161031-mali-groupe-etat-islamique-officialise-presence-sahel-Abou-Walid-Sahraoui>
- RFI (2016b). « Mali: nouveaux affrontements meurtriers entre la CMA et le Gatia ». *RFI* 21 septembre, <http://www.rfi.fr/afrique/20160921-mali-escalade-violences-kidal-gatia-cma-meurtriers-rivalites-imghad-ifogha>
- RFI (2016c). « Le Front de libération du Macina menace la France et ses alliés dans une vidéo ». *RFI* 19 mai, [http://www.rfi.fr/afrique/20160518-mali-terrorisme-ansar-dine-aqmi-front-liberation-macina-video?ref=tw\\_i&dlvrit=1448817](http://www.rfi.fr/afrique/20160518-mali-terrorisme-ansar-dine-aqmi-front-liberation-macina-video?ref=tw_i&dlvrit=1448817)

- RFI (2016d). « Mali: ralliement d'un groupe politico-militaire peul au processus de paix ». *RFI* 21 novembre, <http://www.rfi.fr/afrique/20161121-mali-groupe-militaire-peul-oumar-al-janah-armes-processus-paix>
- RFI (2017a). « Mali: les ex-rebelles de la CMA et la Plateforme signent un cessez-le-feu ». *Radio France International* 21 septembre, <http://www.rfi.fr/afrique/20170921-mali-ex-rebelles-cma-plateforme-signent-cessez-le-feu-accord>
- RFI (2017b). « Mali: un haut gradé du Mouvement pour le salut de l'Azawad abattu ». *RFI* 15 octobre, <http://www.rfi.fr/afrique/20171015-mali-haut-grade-mouvement-salut-azawad-msa-abattu>
- RFI (2017c). « Mali: deux importants groupes jihadistes opèrent un rapprochement ». *RFI* 14 décembre, <http://www.rfi.fr/afrique/20171214-mali-deux-importants-groupes-jihadistes-operent-rapprochement>
- RFI (2017d). « Mali: à Gao, coup d'envoi des patrouilles mixtes pour sécuriser le Nord ». *RFI* 24 février 2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170224-mali-gao-coup-envoi-patrouilles-mixtes-nord-plateforme-azawad-moc>
- RFI (2017e). « Mali: un bus de civils explose sur une mine dans la région de Gossi ». *RFI* 20 février, <http://www.rfi.fr/afrique/20170220-mali-bus-civils-explose-mine-region-gossi-barkhane>
- RFI (2017f). « Mali: deux attaques dans le Nord près de Ménaka et à Kidal ». *RFI* 20 septembre, <http://www.rfi.fr/afrique/20170920-mali-deux-attaques-nord-menaka-kidal-minusma>
- RFI (2017g). « Mali: recrudescence des prêches jihadistes dans la région de Mopti ». *RFI* 29 septembre, <http://www.rfi.fr/afrique/20170929-mali-recrudescence-preches-jihadistes-region-mopti>
- RFI (2017h). « Mali: propos sulfureux du président des autorités intérimaires de Kidal ». *RFI* 14 mai, <http://www.rfi.fr/afrique/20170514-mali-le-president-autorites-interimaires-kidal-defend-charia>
- RFI (2018). « Mali: la question du désarmement, frein à l'application de l'accord d'Alger ». *RFI* 17 janvier, <http://www.rfi.fr/afrique/20180116-mali-question-desarmement-groupes-armes-frein-application-accord-alger>
- Roger, Benjamin (2014). « Mali : l'inquiétante résurgence du Mujao ». *Jeune Afrique*, 14 février, <http://www.jeuneafrique.com/165531/archives-thematique/mali-l-inqui-tante-r-surgence-du-mujao/>
- Roger, Benjamin (2017). « Mali : report des élections locales et régionales à avril 2018 ». *Jeune Afrique* 27 novembre, <http://www.jeuneafrique.com/496790/politique/mali-report-des-elections-locales-et-regionales-a-avril-2018-drame-ibk/>
- Salem, Lemine Ould Mohamed (2014). *Le Ben Laden du Sahara : sur les traces du djihadiste Mokhtar Belmokhtar* (Paris : Éditions de la Martinière).
- Samaké, Alassane (2017). « Mali: deux importants groupes jihadistes opèrent un rapprochement. » *MaliActu.Net* 14 décembre, <http://maliactu.net/mali-deux-importants-groupes-jihadistes-operent-un-rapprochement/>

- Sambanis, Nicholas (2004). "What Is Civil War?" Conceptual and Empirical Complexities of an Operational Definition." *Journal of Conflict Resolution* 48(6): 814-58.
- Sandor, Adam (2017). *Insécurité, effondrement de la confiance sociale et gouvernance des acteurs armés dans le centre et le nord du Mali*. Centre Francopaix pour la résolution des conflits et missions de paix – Chaire Raoul Dandurand (UQAM), août, [dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2017/10/Rapport-Sandor-Fran%C3%A7ais-.pdf](http://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2017/10/Rapport-Sandor-Fran%C3%A7ais-.pdf).
- Sangaré, Boukary (2016). *Le Centre du Mali : épice de djihadisme ?* Note d'analyse, du Groupe de recherche et d'information sur la sécurité et la paix, Bruxelles, 20 mai, <http://www.grip.org/fr/node/2008>
- Sarbahi, Anoop (2014). "Insurgent–population ties and the variation in the trajectory of peripheral civil wars." *Comparative Political Studies* 47(10): 1470–1500.
- Seymour, Lee; Kristin Bakke & Kathleen Gallagher Cunningham (2015). "E pluribus unum, ex uno plures: Competition, violence, and fragmentation in ethnopolitical movements." *Journal of Peace Research* 53(1): 3–18.
- Soeters, J. L. (2005). *Ethnic Conflict and Terrorism. The Origins and Dynamics of Civil War* (New York: Routledge).
- Shurkin, Michael, Stephanie Pezard and Rebecca Zimmerman (2017). *Mali's Next Battle: Improving Counterterrorism Capabilities* (Santa Monica: Rand Corporation).
- Staniland Paul (2014). *Networks of Rebellion: Explaining Insurgent Cohesion and Collapse*. (Ithaca: Cornell University Press).
- Staniland Paul (2017). "Armed Politics and the Study of Intrastate Conflict." *Journal of Peace Research* 54(4): 459-467.
- Studio Tamani (2017). "Kidal: le GATIA accuse la CMA d'avoir attaqué un de ses postes », 22 janvier, <http://www.studiotamani.org/index.php/politique/10330-kidal-le-gatia-accuse-la-cma-d-avoir-attaque-un-de-ses-postes-bilan-14-morts>
- Sylla, Mohamed (2017). « Attaque contre le convoi du président de la Haute cour de justice : La gifle d'Amadou Kouffa ! ». *L'Aube* 2 novembre, <http://fr.africatime.com/mali/articles/attaque-contre-le-convoi-du-president-de-la-haute-cour-de-justice-la-gifle-damadou-kouffa>
- Takiou, Chahana (2011). "Confirmation: Iyad de nouveau en rébellion". *Maliweb.net* 22 septembre, 28 novembre, <http://www.maliweb.net/la-situation-politique-et-securitaire-au-nord/confirmation-iyad-de-nouveau-en-rebellion-36317.html>
- Thiolay, Boris (2015). "Cocaïne: révélations sur la poudrière malienne." *L'Express* 28 mai, [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/cocaine-revelations-sur-la-poudriere-malienne\\_1683121.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/cocaine-revelations-sur-la-poudriere-malienne_1683121.html)
- Thomson, David (2014). Ahmed al-Tilemsi: portrait d'un «des principaux financiers du Mujao». *RFI Afrique* 11 décembre, <http://www.rfi.fr/afrique/20141211-mali-ahmed-al-telemsi-portrait-principaux-financiers-mujao>

- Tilly, Charles (2003). *The Politics of Collective Violence* (Cambridge: Cambridge University Press).
- Tilly, Charles (2004). "Terror, Terrorism, Terrorists." *Sociological Theory* 22(1): 5-13.
- Tobie, Aurélien (2017). « Les questions de sécurité dans la société civile malienne : une nouvelle perspective ». *SIPRI Insights on Peace and Security* 2. [www.sipri.org/sites/default/files/2017-07/sipriinsight\\_1707\\_2\\_mali\\_fra\\_1.pdf](http://www.sipri.org/sites/default/files/2017-07/sipriinsight_1707_2_mali_fra_1.pdf)
- Traoré, Aminata (2017). « Mali : EDUCATION MALI : Près de 400 écoles fermées en 2017 ». *Les Échos* 16 février 2017, <http://maliactu.net/mali-education-mali-pres-de-400-ecoles-fermees-en-2017/>
- Traoré, Kassim (2017). "Le conflit entre Ifoghas et Imghad s'étend dans le nord du Mali ». *VOA Afrique* 7 août, <http://malizine.com/2017/08/07/conflit-entre-ifoghas-imghad-setend-nord-mali/>
- United Nations Secretary General (2017). *Report of the Secretary-General on the situation in Mali*. 26 December, S/2017/1105.
- Vogl, M. (2012). "Iyad Ag Ghali, leader of armed Islamist militants, emerging as power figure in Mali." *Associated Press*, 27 avril.
- Walther, Olivier and Dimitris Christopoulos (2015). "Islamic Terrorism and the Malian Rebellion." *Terrorism and Political Violence* 27(3): 497-519.
- Weiss, Caleb (2015). "Iyad Ag Ghaly reportedly in the Kidal region of Mali." *Long War Journal* 10 février, [http://www.longwarjournal.org/archives/2015/02/iyad\\_ag\\_ghaly\\_reportedly\\_in\\_th.php](http://www.longwarjournal.org/archives/2015/02/iyad_ag_ghaly_reportedly_in_th.php)

## À propos de l'auteure

Aurélie Campana est professeure titulaire en science politique à l'Université Laval. Elle a été, de 2007 à 2017, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits et le terrorisme. Elle est également directrice associée du Canadian Network for Research on Terrorism, Security and Society ; membre de l'Institut Québécois des Hautes Études Internationales (Université Laval), du Centre International de Criminologie Comparée (Université de Montréal); et membre externe du Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand en Études Diplomatiques et Stratégiques. Ses recherches se concentrent sur le terrorisme dans les guerres civiles et la diffusion de la violence à une échelle régionale. Elle mène parallèlement, en collaboration avec Samuel Tanner et Stéphane Lemahieu, une recherche sur l'extrême-droite groupusculaire au Canada.

# À propos du Centre FrancoPaix

Suite au XVe Sommet de la Francophonie et à la Résolution sur les situations de crise, de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone, la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques a mis sur pied le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix afin de participer aux efforts et aux objectifs stratégiques de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en matière de prévention et gestion des conflits.

Inauguré en janvier 2016 grâce à l'appui financier de l'OIF, le Centre FrancoPaix s'est donné pour mission de :

- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en français dans le domaine des études de paix et conflits, notamment sur les questions de résolution et gestion des conflits et des missions de paix;
- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en matière de résolution des conflits à propos des pays francophones, africains notamment;
- Contribuer à la recherche axée sur la résolution des conflits et les missions de paix et concourir à sa diffusion, notamment dans le cadre d'activités de coproduction du savoir avec les décideurs et praticiens du domaine;
- Faciliter les échanges intellectuels et la circulation des savoirs en favorisant la mobilité, l'innovation et les collaborations entre les institutions, les chercheurs universitaires et les étudiants du « Nord » et du « Sud ».

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie. Le CFP est financé en partie par l'Organisation internationale de la Francophonie.

Chaire Raoul-Dandurand | UQAM  
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8  
Tel. (514) 987-6781 | [chaire.strat@uqam.ca](mailto:chaire.strat@uqam.ca)  
[dandurand.uqam.ca](http://dandurand.uqam.ca)

